



SEANCE ORDINAIRE DU 5 FÉVRIER 2015

Compte rendu

L'an deux mille quinze et le cinq février à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER, Mme F. GABORIT suppléant de M. E. PENSO.

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme M. CASSAR, M. H. DE VERBIZIER à M. F. ABERT, Mme V. DEMON à M. A. LARUE, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. H. MARTIN à Mme V. PEREZ, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE.

Absent(es):

M. Djamel BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 59 affaires. Il propose une modification de l'ordre du jour, à savoir la suppression de l'affaire 38.

L'ordre du jour modifié est adopté à la majorité des voix exprimée (une voix contre).

A voté contre : M Alex LARUE.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES 27 NOVEMBRE ET 18 DECEMBRE 2014.

Monsieur Président soumet à l'approbation des Elus le projet des procès-verbaux des 27 novembre et 18 décembre 2014.

Les procès-verbaux des 27 novembre et 18 décembre 2014 sont adoptés à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L .5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2014-547 - 18/12/14 - Direction de la Culture

Marché n°3592DC14 de fourniture de produits frais et de denrées sèches 100 % certifiés Agriculture Biologique

Objet : L'Ecolothèque souhaite fournir des produits frais et des denrées sèches certifiés 100% Agriculture Biologique dans le cadre de ses activités de l'Accueil de loisirs les mercredis et pendant les vacances scolaires. Il est proposé de conclure un marché avec la société RELAIS VERT sise à Carpentras (84). Il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum et d'un maximum de 21 000 € H.T. par an. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an, renouvelable 3 fois par tacite reconduction. Le montant total du marché (reconduction comprise) s'élève à 84 000 € H.T, soit 88 620 € T.TC.

N°D2014-606 - 22/12/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Regards en biais - ESAT La Bulle Bleue

Objet : La Communauté d'Agglomération participe pour un montant de 1 500 € TTC à l'achat du spectacle "Regards en Biais" diffusé à l'ESAT (Établissement et Service d'Aide par la Travail) La Bulle Bleue par la Compagnie La Hurlante.

N°D2014-609 - 11/12/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à une convention concernant le dévoiement du réseau BRL, rendu nécessaire par la construction de la station d'épuration intercommunale de Saint Geniès-Sussargues

Objet : Une convention relative au dévoiement de la conduite BRL, rendu nécessaire pour la construction de la station d'épuration intercommunale de Saint Geniès-Sussargues est passée avec BRL. L'objectif de la convention est de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de dévoiement du réseau BRL nécessités par la construction de la station d'épuration sur les parcelles AM72-AM86 à Saint Geniès des Mourgues. La convention prend effet à la signature par les représentants des parties, jusqu'à achèvement des travaux. Le montant prévisionnel à la charge de l'Agglomération est de 26 330 € H.T.

N°D2014-640 - 08/01/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'acquisition de véhicules pour le Parc Autos de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Cette décision a pour objet l'acquisition auprès de L'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) d'un certain nombre de véhicules. Il est proposé l'acquisition de cinq véhicules, à savoir quatre véhicules légers et un utilitaire de la marque Renault (2 Twingo, une Clio, une citadine électrique (ZOE), un kangoo générique), pour un montant de 53 667,94 € H.T (soit 64 401, 53 € T.T.C).

N°D2014-650 - 10/12/14 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3723DC14 pour l'automatisation des transactions à la médiathèque Shakespeare

Objet : Un marché à bons de commande pour l'automatisation des transactions à la médiathèque Shakespeare est conclu avec la société 3M France sise à Cergy-Pontoise. Ce marché concerne la fourniture des matériels nécessaires à l'automatisation des transactions (platines automates portiques antivols...), l'installation et la formation du personnel. Le marché est conclu pour un montant minimum de 25 000 € H.T et un montant maximum de 50 000 € H.T. Il prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 18 mois.

N°D2014-671 - 09/01/15 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'attribution du marché n°3.42P portant sur les vannes batardeaux pour la 3ème ligne de tramway

Objet : Il est proposé d'attribuer le marché n°3.42P des vannes batardeaux pour la 3ème ligne de tramway à l'entreprise SOLATRAG, d'Agde (34). Il s'agit d'un marché à procédure adaptée pour un montant de 86 658,40 € H.T. tel qu'il résulte du Détail Quantitatif Estimatif et correspondant à l'offre de base. Le marché est passé pour une durée prévisionnelle d'exécution de trois (3) mois à compter de sa notification

N°D2014-682 - 11/12/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché n°3776DS14 concernant la fourniture de matériaux de construction

Objet : Afin de répondre aux besoins de fonctionnement de la Direction des Sports, un marché à bons de commande de fourniture de matériaux de construction est passé avec la société UNION-MATÉRIAUX sise à Montpellier. Ce marché est d'une durée d'un an et pourra être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de trois ans avec un montant annuel assorti d'un minimum de 3 000 € H.T et d'un maximum de 15 000 € H.T.

N°D2014-694 - 09/12/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative au marché n°3779DE14 pour une mission de prospection de projets d'implantation sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec la société REGIONAL PARTNER sise à Vannes. Ce marché concerne une mission de prospection web visant à détecter des projets d'implantation sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier et ciblant les 3 secteurs d'activités suivants : TIC/3D et industries créatives, les sciences du vivant et le secteur artisanal et de services. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 6 mois, renouvelable une fois. Le montant de la prestation s'élève à 29 166 € H.T (35 k€ T.T.C) pour 6 mois, soit 58 332 € H.T (70 k € T.T.C) période de réconduction comprise.

N°D2014-695 - 22/12/14 - Direction de la Culture

Décision relative au marché pour la numérisation et le traitement de reconnaissance optique de caractères (ROC) de documents textes reliés et non reliés avec traitement logiciel pour l'intégration des données dans l'application web

Objet : Dans le cadre de la valorisation des collections patrimoniales il convient de numériser les documents et de les mettre à la disposition du plus grand nombre d'utilisateurs. Au regard de la préciosité des documents anciens et de leur fragilité, une bonne technique et un savoir-faire sont nécessaires. De plus les conditions de sécurité et de sûreté doivent être optimales. Un marché à bons de commande est conclu en ce sens avec la Sté Arkhénum, sise à Bordeaux, pour un montant minimum de 40 000 € H.T et un montant maximum de 80 000 € H.T. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an renouvelable une fois.

N°D2014-711 - 08/01/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3698EA14 - Lot 2 de mission de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé catégorie II pour la Construction de l'Intercepteur Est de Clapiers à Montpellier

Objet : Un marché "Lot 2" est passé avec la société AASCO, sise 84350 COURTHEZON pour une mission de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé catégorie II pour la Construction de l'Intercepteur Est de Clapiers à Montpellier. Le marché est conclu pour une période de 2 mois pour la phase conception et de 11 mois pour la phase réalisation à compter de l'ordre de service pour un montant de 6 400 € H.T.

N°D2014-714 - 22/12/14 - Direction de la Culture

Décision relative au marché de fourniture de matériels pour renforcer les collections du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en vue du prêt aux abonnés.

Objet : Pour pouvoir présenter les collections destinées aux prêts dans les meilleures conditions, il est nécessaire d'acheter des fournitures qui permettent le renfort et la protection des documents. Dans ce cadre la Communauté d'Agglomération de Montpellier a lancé une procédure adaptée pour un marché à bons de commande pour une durée d'un an reconductible 2 fois, pour l'achat de ces fournitures très spécifiques. Après analyses, la Ste Asler a remis l'offre économiquement la plus avantageuse sur les lots 1, 3 et 4 et la Ste Interco sur le lot 2. Ces marchés sont conclus avec minimum et maximum annuels définis comme suit :

-lot n° 1: la fourniture de boîtiers et collection multimédias: 4 000 € / 8 000 €

-lot n°2: la fourniture de pochettes feutrinées: 3 000 € / 10 000 €

-lot n°3: la fourniture d'intercalaires: 1 000 € / 2 000 €

-lot n°4: la fourniture de serre-livres : 1 500 € / 3 000 €

N°D2014-721 - 09/01/15 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'attribution du marché n°8.14A portant sur les contrôles extérieurs de réseaux humides du bouclage de la ligne 4 de tramway

Objet : Cette décision a pour objet d'attribuer le marché portant sur les contrôles extérieurs de réseaux humides du bouclage de la ligne 4 de tramway à l'entreprise SARP Méditerranée de Montpellier. C'est un marché à bons de commande avec un montant minimum de 30 000 € H.T et un montant maximum de 130 000 € H.T, pour une durée prévisionnelle d'exécution de 36 mois. Le prix du marché a été estimé suivant une grille d'analyse des prix jointe au Dossier de Consultation des Entreprises déterminant des quantités estimatives, à 47 977,15 H.T, soit 57 572,58 T.T.C.

N°D2014-722 - 11/12/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de deux films de la société ZEUGMA, d'un film de la société 1001 PRODUCTIONS, et d'un film auprès de l'association SEMIOSIS

Objet : Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de la Métropole est conclu avec l'Association SEMIOSIS, la société Zeugma films, la société 1001 productions. Le montant de cet achat s'élève à 2 128 €. Les contrats sont conclus pour une durée de 10ans.

N°D2014-724 - 11/12/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location avec la société Egis Rail portant sur un local situé au 23 rue des Balances, 34070 Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclut un contrat de location avec la société Egis Rail. Le contrat porte sur un local, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, situé dans un immeuble au 23 rue des Balances à Montpellier. Il est consenti pour un loyer mensuel de 500 euros H.T, soit 600 euros T.T.C, et une provision pour charges d'un montant annuel de 1 500 euros. Le contrat prendra effet à sa

signature jusqu'au 30 avril 2016, renouvelable deux fois pour 3 mois.

N°D2014-728 - 22/12/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché pour un contrat de prestation de service avec l'Association Centre Benesh

Objet : Un marché de prestation de services est passé avec l'Association CENTRE BENESH sise à Paris concernant l'intervention de la chorégraphe Eleonora DEMICHELIS auprès des élèves des cycles I et II de danse classique du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, pour une initiation à la notation Benesh et la création d'une performance chorégraphique prévue le 9 mai 2015 à l'Opéra Comédie de Montpellier (transmission des extraits du Lac des cygnes). Le marché prend effet à la signature de la présente convention et se terminera à l'issue de la représentation du 9 mai 2015. Le montant du marché s'élève à 5 230 € T.T.C. L'association Centre Benesh n'est pas assujettie à la TVA.

N°D2014-729 - 11/12/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société de transports Saltel concernant un terrain sur la commune de Vendargues

Objet : Une convention d'occupation temporaire est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société de transports Saltel. La convention d'occupation temporaire porte sur un terrain dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire, situé à Vendargues et cadastré BD 0301. La convention, d'une durée de 6 mois renouvelable 2 fois trois mois, est consentie pour une redevance mensuelle de 1 500 euros TTC à compter du 1 janvier 2015 et arrivera à terme le 30 juin 2015.

N°D2014-730 - 11/12/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société A.C.M dans la ZAC Euromédecine II à Grabels

Objet : La candidature de la société A.C.M est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Euromédecine II, d'un lot 103 de 9 545 m² (dont 1 891 m² d'espace boisé classé) pour la réalisation d'un programme de 46 logements collectifs sociaux de 2 923 m² de surface de plancher. Son activité est la promotion immobilière.

N°D2014-734 - 11/12/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EVAL & GO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EVAL & GO pour une période de 12 mois jusqu'au 30 novembre 2015. A compter de cette date la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EVAL & GO pour la surface totale de 75,20 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 088,15 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-735 - 11/12/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société HASTATIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société HASTATIS pour une période de 12 mois à compter de sa date de notification, soit jusqu'au 31 décembre 2015. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société HASTATIS pour la surface de 14,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 198,51 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-736 - 08/01/15 - Direction des Sports

Décision relative à un marché de prestations de services à la société MONTPELLIER EVENTS en vue du tournoi de tennis Open Sud de France à l'ARENA

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses compétences sportives, souhaite être associée au tournoi de tennis OPEN SUD DE FRANCE à l'ARENA, organisé par MONTPELLIER EVENTS. Ce marché est passé avec la société MONTPELLIER EVENTS en conformité avec l'article 28 du CMP (Code des Marchés Publics) mettant en œuvre une procédure adaptée sans mise en concurrence et sans publicité et pour un montant de 145 940,00 € H.T (170 000,00 € T.T.C.) Le marché prend effet à compter de sa notification et prendra fin au dernier jour du tournoi de tennis, soit le 08 février 2015.

N°D2014-738 - 08/01/15 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation théâtrale auprès des publics 11-17 ans mois de décembre 2014

Objet : Dans le cadre de la continuité du dispositif d'expérimentation des pratiques artistiques et culturelles des publics 11-17 ans, la Communauté d'Agglomération de Montpellier achète la prestation d'animation théâtrale de la Compagnie Minibus. Le montant de la prestation s'élève à 2 480 € T.T.C. Association non assujettie à la TVA.

N°D2014-740 - 08/01/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3749EA14 - Lot 1 - pour une mission de Contrôle Technique en vue de la construction de l'Intercepteur Est

Objet : Le lot 1 du marché n°3749EA14 relatif à une mission de Contrôle Technique en vue de la construction du poste de refoulement de l'Intercepteur Est sur la commune de Clapiers est attribué à la société SOCOTEC sise à MONTPELLIER. Le montant total du lot 1 s'élève à 11 050 € H.T., soit 13 260 € T.T.C. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 mois pour la phase conception et de 10 mois pour la phase réalisation.

N°D2014-742 - 08/01/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3749EA14 - Lot 2 - pour une mission de Contrôle Technique en vue de la

construction de l'Intercepteur Est

Objet : Un marché relatif à une mission de Contrôle Technique en vue de la construction de l'Intercepteur Est en traversée du Lez, secteur Navitau est attribué à la Société SOCOTEC sise à MONTPELLIER. Le montant du lot 2 s'élève à 5 850 € H.T. soit 7 020 € T.T.C. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 mois pour la phase conception et de 10 mois pour la phase réalisation.

N°D2014-743 - 10/12/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de support, maintenance et intervention pour le logiciel de Conception Assistée par Ordinateur spécifique en bâtiment BUILDING DESIGN SUITE PREMIUM 2015

Objet : Un contrat de support, maintenance informatique et intervention est conclu avec la société APLICIT sise à LYON. Ce contrat concerne le logiciel de Conception Assistée par Ordinateur (C.A.O.) spécifique en bâtiment BUILDING DESIGN SUITE PREMIUM 2015, installé au Service Architecture, Bâtiments et Sécurité de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois, sans pouvoir excéder 2 renouvellements. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 840,00 € T.T.C.

N°D2014-748 - 08/01/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché 3445GD13 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des études de projet et le suivi des travaux d'extension et réaménagement du Point Propreté de CASTELNAU LE LEZ

Objet : Un avenant au marché de maîtrise d'œuvre doit être conclu pour arrêter la rémunération définitive du maître d'œuvre, fixée par le taux de rémunération de 3,95 % appliqué au coût prévisionnel des travaux de 595 090,00 € H.T, sur lequel le maître d'œuvre s'engage au terme de ses études. L'estimation du coût des travaux par le MOE est de 499 090 ,00 €HT, soit une augmentation de l'estimatif de 21%. Considérant que des actes de vandalisme et des vols sont régulièrement perpétrés dans les points propreté il a été décidé d'installer un système de vidéo surveillance non prévu au marché initial. Il a été aussi nécessaire d'installer de nouvelles barrières de sécurité répondant aux nouvelles normes en vigueur. Ces modifications et compléments de programme ont entraîné une hausse de 19% du prix du marché initial. Le contrat prévoit également des prestations complémentaires relatives aux déclarationx de travaux et procédures ICPE dont le montant reste fixé à 2 200,00€ H.T. En outre, la Communauté d'Agglomération a souhaité confier au maître d'œuvre une mission spécifique relative à la mise en œuvre d'un plan de gestion et de valorisation des déchets de chantier pour un montant de 1 586,00 €HT(avenant de + 6 %). Le forfait global définitif de rémunération est fixé en conséquence à 26 484,06 € H.T.

N°D2014-749 - 10/12/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n° 20140910-TG2 de maintenance de la licence du module de reconnaissance de caractères FINEREADER ENGINE pour la Gestion Electronique de Documents

Objet : Un contrat n°20140910-TG2 de maintenance de licence est conclu avec la société ABBYY EUROPE GmbH sise à MUNICH. Ce contrat concerne la licence du module de reconnaissance de caractères FINEREADER ENGINE pour la Gestion Electronique de Documents (GED) et en particulier pour l'archivage des délibérations. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois, sans pouvoir excéder 2 renouvellements. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 837,61 € T.T.C.

N°D2014-751 - 11/12/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DHOMINO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société DHOMINO pour une période de douze mois, soit jusqu'au 30 novembre 2015. La redevance mensuelle à payer par la société DHOMINO pour la surface de 45,97 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 527,73 € euros H.T. et hors charges.

N°D2014-753 - 19/12/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Association Hélio Marine de la Côte Occitane, requête n°1402038-5"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1402038-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 23 avril 2014 par l'Association Hélio Marine contre l'Arrêté Préfectoral n°2013-I-1973 en date du 14 octobre 2013 portant cessibilité des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à l'opération d'aménagement de l'avenue "Georges Frêche" sur la commune de Castelnau-le-Lez.

N°D2014-755 - 08/01/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au travaux de requalification de l'impasse des Capriers - Commune de Lavérune - Mandat S.A.A.M. - Avenants en plus-value et en moins-value et marché complémentaire - Autorisation à la S.A.A.M.

Objet : Dans le cadre du mandat S.A.A.M. pour la réalisation de travaux de requalification de l'impasse des Capriers à Lavérune et suite à des adaptations demandées aux entreprises, il s'agit d'autoriser la SAAM à signer :

- un avenant avec l'entreprise MALET, titulaire du lot 1, pour un montant en plus-value de 17 326,22€H.T.
- un avenant avec l'entreprise BOUYGUES ENERGIE ET SERVICES, titulaire du lot 2, pour un montant en moins-value de 16 616,80 € H.T., intégrant la non-mise en place d'un mat central,
- un marché complémentaire avec BOUYGUES ENERGIE ET SERVICES pour la mise en œuvre de 3 mats périphériques pour un montant de 27 678,40 € H.T. L'enveloppe prévue au bilan de l'opération permet de couvrir ces avenants et ce marché complémentaire (257 000 €H.T. prévu au CRAC).

N°D2014-757 - 22/12/14 - Contrôle de Gestion

Décision relative à un marché pour une mission d'audit de l'office public de l'habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Il s'agit d'attribuer un marché public pour la réalisation de l'audit de OPH ACM ; le prestataire retenu est le cabinet Kurt Salmon (69). Le montant du DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) est de 46 800,00 € H.T. et celui du DQE (Détail Quantitatif Estimatif) 52 400,00 € H.T. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois.

N°D2014-758 - 08/01/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3721EA14 d'études écologiques complètes et évaluations d'incidence dans le cadre d'aménagements du Coulazou à Fabrègues

Objet : Un marché Etudes écologiques complètes et évaluations d'incidence dans le cadre d'aménagements du Coulazou à Fabrègues est attribué à la société BIOTOPE sise à MEZE. Le montant du marché s'élève à 13 885 € H.T., soit 16 662 € T.T.C. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 14 mois.

N°D2014-759 - 11/12/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société NOVAJOB dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société NOVAJOB est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est le conseil aux entreprises. Elle est candidate à la location du lot B02 de 31.56 m² pour une période de 36 mois. La société projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

N°D2014-760 - 04/12/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché n°3807DS14 concernant la fourniture et la pose d'un écran vidéo LED de plein jour à la piscine Olympique Antigone

Objet : Compte tenu de la nécessité de remplacer l'écran de plein jour existant à la piscine Olympique Antigone du fait de son obsolescence, un marché est passé avec la société Mégatek sise Villeneuve le Roi. Ce marché concerne la fourniture et la pose d'un écran vidéo LED de plein jour à la piscine Olympique Antigone impérativement compatible avec le logiciel ARES existant. La société MEGATEK répond aux critères de jugement définis au règlement de consultation. Le montant du marché s'élève à 73 600,00 € H.T. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 (six) mois.

N°D2014-761 - 16/12/14 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°3791CO14 - Veille médias pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Lot 2 - Réalisation d'un panorama de presse audiovisuel régional et local

Objet : Il s'agit d'un renouvellement du marché de veille média (lot 2) pour une durée d'une année. Le marché est conclu avec la société RPAV, située à Barbaira (11800) pour un montant forfaitaire de 17 400 € H.T.

N°D2014-762 - 16/12/14 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°3791CO14 Veille médias pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Lot 1 Réalisation d'un panorama de presse quotidien local, régional et national

Objet : Il s'agit du renouvellement du marché de veille média (lot 1) pour une durée d'une année, le marché est conclu avec la société KANTAR MEDIA située à PARIS LA DEFENSE (92046) pour un montant forfaitaire de 28 575,00 € H.T.

N°D2014-764 - 19/12/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la signature d'un marché n°3793GD14, Comité de riverains - suivi des odeurs de l'installation de stockage des déchets non dangereux de Castries

Objet : Conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire d'exploiter du casier n°2, il convient de poursuivre le suivi des odeurs engagés en 2012 de l'Installation de Stockage de Déchets ménagers et assimilés Non Dangereux (ISDND) de Castries. Un marché est conclu à cet effet avec la société ODOTTECH sise à LYON. Sa durée est de 12 mois et il est reconductible deux fois maximum pour une durée identique, soit 36 mois maximum. Le montant de ce marché est de 42 890,00 € H.T. pour cette durée.

N°D2014-765 - 10/12/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n° 2015-01-01/1 d'assistance et formation à la prestation pour les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies

Objet : Un contrat n°2015-01-01/1 d'assistance et formation à la prestation est conclu avec la société BERGER-LEVRAULT sise à LABEGE. Ce contrat concerne les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies installés à la Direction des Ressources Humaines, à la Direction des Finances et dans d'autres directions. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Le montant de ce contrat est compris entre un minimum de 9550,00 € H.T. et un maximum de 38 200,00 € H.T.

N°D2014-768 - 11/12/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle section A n° 1363 - Commune de Sussargues

Objet : Il s'agit du raccordement des communes de Sussargues sur la future station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues. Cette partie de parcelle est en effet nécessaire en vue du passage de la canalisation d'eaux usées dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de

l'Agglomération de Montpellier – Raccordement des effluents de Sussargues sur la future station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues ». La servitude est consentie et acceptée moyennant une indemnité de 180 €.

N°D2014-769 - 11/12/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle section E n°1122 - Commune de Castries

Objet : La canalisation d'eaux usées est préexistante et il convient de régulariser cette situation de fait, par la constitution d'une servitude de passage. Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par Madame LARDAT Elisabeth, propriétaire de la parcelle sise commune de Castries. S'agissant de la régularisation d'une servitude existante, cette constitution officielle de servitude est consentie à titre gratuit.

N°D2014-770 - 09/12/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES - Requête n°14MA04275"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" consécutivement au renvoi près la Cour Administrative d'Appel de Marseille sous les référence n° 14MA04275 par décision n°371202 du 20 octobre 2014 du Conseil d'Etat après cassation de l'arrêt n°09MA01352 par lequel la Cour Administrative d'Appel de Marseille a, sur la requête de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, d'une part annulé les articles 1er et 2 du jugement n°0701362 du 6 février 2009 du Tribunal Administratif de Montpellier qui avait condamné la Communauté d'Agglomération à lui verser une indemnité de 500 278,08 euros, d'autre part, rejeté ses conclusions tendant à la condamnation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à lui verser une indemnité de 861 500 euros assortie des intérêts et de la capitalisation des intérêts.

N°D2014-771 - 16/12/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section RC n° 1 - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit de l'acquisition de la parcelle cadastrée section RC n° 1 située sur la commune de Montpellier. Cette acquisition est nécessaire à la constitution de réserve foncière dans le secteur de Flaugergues. Elle est réalisée au prix de 88 110 €, conformément à l'avis de Franœ Domaine.

N°D2014-773 - 10/12/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n°14065 de maintenance, assistance et hébergement de la solution WGS PORTAL

Objet : Un contrat n°14065 de maintenance, assistance et hébergement est conclu avec la société WEB GEO SERVICES sise à MONTPELLIER. Ce contrat concerne la licence « Entreprise » de la plateforme WGS PORTAL permettant de diffuser, échanger et communiquer des informations à caractère géographique, intégrée dans la plateforme Open Data en tant que fenêtre cartographique. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 11 988,00 € T.T.C.

N°D2014-788 - 22/12/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat et à la gestion de périodiques pour les médiathèques du réseau de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Marché n°3802DC14

Objet : Cette décision a pour objet l'achat et la gestion des périodiques mis à la disposition des usagers du réseau des médiathèques. Un avis d'appel à concurrence a été publié. La société EBSCO (92) a été retenue pour un marché à bon de commande pour une durée de un an et pour un montant mini de 50 000 € et un montant maxi de 150 000 €.

N°D2014-789 - 11/12/14 - Direction des Finances

Décision relative à une ouverture de crédit de trésorerie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Banque Postale

Objet : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la Banque Postale, dont le siège social est situé à 115 rue de Sèvres, 75 275 Paris Cedex 06. L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10.000.000 € (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale d'un an.

N°D2014-790 - 11/12/14 - Direction des Finances

Décision relative à une ouverture de crédit de trésorerie entre Arkea Banque Entreprises et Institutionnels et la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec Arkea Banque Entreprises et Institutionnels, dont le siège social est situé à Allée Louis Lichou, 29 480 Le Relecq Kerhuon. L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10.000.000 Euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

N°D2014-792 - 10/12/14 - Direction de la Culture

Marché 3746DC14 - MOE Ecolothèque - Accessibilité

Objet : Un marché de maîtrise d'œuvre est passé avec Patricia PUECH - Architecte. Il concerne la maîtrise d'œuvre pour l'accessibilité de l'Ecolothèque. Ce marché dont le montant s'élève à 16 000 € H.T. prend effet à compter de sa notification pour une durée de 6 mois.

N°D2014-793 - 11/12/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché n°3655DS14 concernant l'achat d'aquabikes et de matériels gonflables pour les activités en piscine

Objet : Dans le cadre de sa politique d'animation du réseau des piscines de l'Agglomération de Montpellier, il convient de passer un marché à bons de commande constitué de 2 lots avec la société Aquasport Concept sise ROANNE pour le Lot 1, et la société CDLD sise à ROCQUEMONT pour le Lot 2. Ce marché est passé pour une durée de 2 ans. Le montant du marché s'élève à 80 000 € H.T maximum dont 50 000 € H.T pour l'achat et la livraison d'aquabikes (lot 1) et 30 000 € H.T pour l'achat et la livraison de matériels gonflables (lot2).

N°D2014-795 - 12/12/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à l'autorisation de signature du lot 2 du marché 2127T14 de travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST de Montpellier

Objet : A l'issue de la procédure de mise en concurrence, le lot 2 du marché 2127T14 des travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST de Montpellier relatif à l'extension de la détection incendie au hall 8 est attribué à la société COFELY INEO, sise à TOULOUSE. Le montant de ce marché est de 210 150,00 € H.T. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois.

N°D2014-796 - 11/12/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché n°3797DS14 concernant l'achat de matériel de motoculture et d'entretien des aires de pelouse des installations sportives de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Suite aux intempéries du 29/09 et du 6/10/2014 et face à la nécessité d'assurer la continuité de l'entretien des pelouses des aires de jeux des installations sportives de la Communauté Agglomération de Montpellier, un marché de prestations de service est passé avec la société GALLOY 34 pour un montant H.T. de 59 460 €.

Il est constitué de 3 lots distincts avec garantie d'un an sur pièces et main d'œuvre:

- lot 1: achat de deux tondeuses autotractées,

- lot 2: achat d'un aérateur,

- lot 3 : achat d'un tondeuse rotative autoportée.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 semaines.

N°D2014-798 - 11/12/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3753EA14 d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la mise en place de la Régie de l'Eau Potable et de l'Eau Brute

Objet : Un marché est passé avec la société NALDEO sise à Lyon pour une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - Accompagnement organisationnel, juridique, financier et technique pour la mise en place de la Régie de l'Eau Potable et de l'Eau Brute. Le marché est conclu de sa notification au 30/06/2016 pour un montant de 371 780 € H.T, soit 446 136 € T.T.C.

N°D2014-799 - 09/12/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SARL VETEMENTS PIPITO - Requête 14MA04492"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés"

N°D2014-800 - 26/12/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3668bisEA14 - Exploitation du service d'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché relatif à l'Exploitation du service d'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est attribué à la société BRL EXPLOITATION sise à Nîmes. Le montant du marché s'élève à 10 186 euros H.T., soit 12 223, 20 € T.T.C. Le marché est conclu pour une durée d'un an.

N°D2014-801 - 19/12/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une cession pour reprise et valorisation d'un photocopieur Ricoh et d'un photocopieur Canon à réformer

Objet : Le copieur de marque Ricoh HP 5000 n° de série M 5783200275 et le copieur de marque Canon IR4080 n° de série TQJ 07026, en raison de leur vétusté, sont à réformer. Ils sont cédés pour reprise et valorisation dans le cadre du marché à la société SA FAC SIMILE CANON, 550 Avenue Alfred Nobel à Montpellier.

N°D2014-802 - 08/01/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché de travaux n°3769EA14 de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la rue de la République à Pérols

Objet : Un marché subséquent à l'accord cadre 3 "Travaux courants sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes" est conclu avec le groupement SOGEA/SOLATRAG/RAMPA, sis à Montpellier. Ce marché concerne les travaux de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la rue de la République sur la commune de Pérols. Le marché est d'une durée de 12,5 semaines à compter de sa notification. Le montant estimatif des travaux est de 254 539, 20 euros T.T.C.

N°D2014-803 - 19/12/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un protocole transactionnel pour le marché n° 2959EA12 de raccordements des effluents de la commune de PEROLS à la station d'épuration MAERA - Lot forage dirigé

Objet : A la suite d'un mémoire en demande d'indemnités et de prolongation du délai d'exécution du marché transmis par la société SOGEA SUD, titulaire du marché de raccordement des effluents de la commune de

PEROLS à la station d'épuration MAERA, il a été décidé par les parties de régler ce différend dans le cadre d'un protocole transactionnel. A l'issue de discussions intervenues, les parties ont décidé que :

- la Communauté d'Agglomération était redevable d'un montant de 50 046,62 euros T.T.C. en indemnité de travaux supplémentaires ;
- la prolongation de délai inhérente aux travaux supplémentaires et aux aléas extérieurs au chantier due par la Communauté d'Agglomération au groupement d'entreprises est de 0 jour. Le délai d'exécution du marché reste inchangé.
- le retard constaté dans la réalisation des travaux peut être chiffré à 44 jours calendaires, retard imputable au groupement d'entreprises pour un montant de 3 856,93 euros T.T.C.

N°D2014-805 - 16/12/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché 3804AJ14 - Mission de conseil et d'assistance concernant les assurances permanentes dans la cadre du passage en Métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et des transferts de compétences qui découlent de cette transformation

Objet : Un marché de prestations de services dont la mission est le conseil et l'assistance concernant les assurances permanentes est passé avec le CABINET JULIEN (31 270 CUGNAUX). Il prend effet à compter de la date de notification, pour une durée estimée à quatre mois. Le montant du marché s'élève à 13 395 € H.T soit 16 074 € T.T.C.

N°D2014-807 - 19/12/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société MEDICA SERVICES dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société MEDICA SERVICES est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la maintenance, la réparation et la mise à disposition de pompes à perfusions et autre matériel médical ou para médical, dans le cadre de l'hospitalisation à domicile. La société locataire du lot A01 d'une surface de 111.30 m² souhaite poursuivre sa croissance en prenant à bail un local plus spacieux. De ce fait, elle est candidate à la location du lot n°A09 d'une surface totale de 221.64 m² pour une période de 36 mois. La société projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

N°D2014-808 - 19/12/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la signature d'un marché n°3735GD14 de mise en œuvre d'un dispositif de détection automatique complémentaire d'incendie du hall de déchargement du centre de tri DEMETER.

Objet : Un marché de travaux pour la mise en œuvre d'un dispositif complémentaire de détection automatique d'incendie du hall de déchargement du centre de tri DEMETER doit être conclu avec la société SPIE sud-ouest, sise à Saint Jean de Vedas. Le montant du marché est de 20 984,01 € H.T. La durée de ce marché est de 2 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations.

N°D2014-809 - 08/01/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention d'occupation entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société TEC4H concernant un local situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier

Objet : Une convention d'occupation d'une durée d'un an est conclue avec la société Tec4h. Il concerne un local de 52 m² situé au 515 rue Alfred Nobel, parc du millénaire à Montpellier. Le montant annuel du loyer est de 4 383,93 € H.T. soit 5 260,71 € T.T.C.

N°D2014-810 - 26/12/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SENS INEDIT" - Requête 1405332-4 TA "

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1405332-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 novembre 2014 par la Société SENS INEDIT, la société SPIDER CORP et la société TOSCANE PROD tendant à indemnisation suite à la résiliation pour motif d'intérêt général du marché de conseil en communication, définition de la stratégie pour la promotion et l'évènementiel dans le cadre du projet tramway de la ligne n°5.

N°D2014-811 - 19/12/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société INNOBAT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 15 janvier 2010 est conclu avec la société INNOBAT pour une période de douze mois à compter du 1er janvier 2015, soit jusqu'au 31 décembre 2015. A compter du 1er janvier 2015, la redevance mensuelle à payer par la société INNOBAT pour la surface de 66,85 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 767,43 € euros H.T. et hors charges.

N°D2014-812 - 19/12/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant au marché 2675EA11 de maîtrise d'œuvre de travaux de raccordement des effluents de Pérols à la station d'épuration MAERA

Objet : Un avenant au marché de maîtrise d'œuvre de travaux de raccordement des effluents de Pérols à la station d'épuration MAERA avec EGIS EAU, sise à Montpellier, est nécessaire pour prendre en compte :

- les modifications du programme de travaux des lots 1, 4 et du marché de forage dirigé ;
- les études de conceptions effectuées par le maître d'œuvre alors que le marché initial ne prévoyait que des missions de VISA, DET et AOR ;
- l'élaboration des permis de construire suite aux adaptations des plans de masses et rendu architectural.

A la suite à la prise en compte des éléments cités, le montant de l'avenant est de 52 306, 65 euros T.T.C., portant le

montant du marché à 151 451, 80 T.T.C. (montant initial du marché : 99 145, 20 euros T.T.C.). Une prolongation des délais contractuels d'exécution de la mission DET est nécessaire : pour le lot 1 une prolongation de 4 mois, pour le lot 3 une prolongation de 1.5 mois et pour le lot 4 de 4 mois.

N°D2014-813 - 11/12/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'estimer en justice "Ismaël MOUSSA requête : 14MA04598"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée suite au dépôt de la requête n°14MA04598 près la CAA de Marseille le 20 novembre 2014 par Monsieur Ismaël MOUSSA tendant à l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier rejetant sa demande d'annulation de l'arrêt préfectoral n°2013-I-2100 en date du 29 octobre 2013 portant déclaration de cessibilité des immeubles bâtis nécessaires à l'opération d'aménagement de la ZAC Descartes à Lavérune.

N°D2014-816 - 19/12/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle BD n° 301 - Lieu-dit « la Gare » - Commune de Vendargues

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire d'un bâtiment sis commune de Vendargues, lieu-dit « la Gare » désormais libre de toute occupation. Il convient de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale et donc au préalable de solliciter un permis de démolir.

N°D2014-819 - 26/12/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n°39996 de droit d'accès à la plate-forme multi-utilisateurs ALLIANCE via un accès sécurisé

Objet : Un contrat de droit d'accès à la plate-forme multi-utilisateurs ALLIANCE de Finance Active via un accès sécurisé est conclu avec la société FINANCE ACTIVE sise à PARIS. Ce contrat concerne la direction des Finances et permet d'accéder à l'ensemble des fonctionnalités suivantes : - Suivi de la dette garantie, connexion aux index de marchés, génération des états annexes réglementaires, calcul des ratios prudentiels, informations financières et législatives. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an. Il est renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 2 850,00 € T.T.C.

N°D2014-820 - 19/12/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société WASSELIN ET ASSOCIES dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec

Objet : La candidature de la société WASSELIN ET ASSOCIES est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est l'expertise comptable. Actuellement locataire du lot n°B05 d'une surface totale de 59,25 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 36 mois. La société projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

N°D2014-821 - 19/12/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - section CO n°25, 64 et 65, CK n°44 et CL n°39 - Commune de Juvignac

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption au prix indiqué dans la demande d'acquisition auprès de l'Indivision SOLER des parcelles cadastrées CO n°25, et 1/88ème de CK n° 44, de CL n° 39, de CO n° 64 et 65 d'une surface totale de 5 830 m², terrains en landes et chemin, situées au lieu-dit Naussargues à Juvignac. Le prix d'acquisition des biens libres est fixé à 32 577 euros au vu de l'avis de France Domaine. L'acquisition de ces biens dans le cadre de la ZAD de compétence communautaire est nécessaire pour constituer des réserves foncières.

N°D2014-822 - 08/01/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3715EA14 concernant une Maîtrise d'Oeuvre pour la réparation du seuil de la Mosson au droit du stade de Montpellier et pour le confortement des berges

Objet : Un marché est passé avec la société EGIS EAU sise à Montpellier, concernant une mission de Maîtrise d'œuvre pour la réparation du seuil de la Mosson au droit du stade de Montpellier et pour le confortement des berges. Le marché est conclu pour une période d'une durée globale de 26 mois à compter de sa notification pour un montant de 47 795 € H.T.

N°D2014-823 - 19/12/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Sussargues - Terrain section A n°1363

Objet : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de 3 mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'EARL Saint Léonard, Manade VITOU, représentée par son gérant en qualité Monsieur VITOU Jean Pierre, sur une emprise totale de 1 000 m² sur la parcelle cadastrée section A n° 1363, lieu dit Roque Gironde - commune de Sussargues. Cette convention, moyennant une indemnité de 380€, est passée afin de permettre la mise en œuvre des travaux de raccordement des effluents eaux usées de la commune de Sussargues vers la future station intercommunale de Saint Geniès des Mourgues.

N°D2014-824 - 19/12/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Saint Geniès des Mourgues - Terrain section AB n°110

Objet : Une convention d'occupation temporaire portant sur la parcelle sise Commune de Saint Geniès des Mourgues, cadastrée section AB n°110 d'une contenance totale de 1 705 m² afin de permettre la mise en œuvre des

travaux publics envisagés en vue du raccordement des effluents à la future station d'épuration intercommunale de Saint Geniès des Mourgues dans le cadre de l'opération « Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier » est passée pour une durée de six mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Madame BONNET Janine, propriétaire de la parcelle. S'agissant d'une convention d'occupation temporaire pour travaux, préalable à un protocole transactionnel comportant un volet financier, elle est consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2014-825 - 19/12/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Saint Geniès des Mourgues - Terrain section AB n°392

Objet : Une convention d'occupation temporaire portant sur la parcelle sise Commune de Saint Geniès des Mourgues, cadastrée section AB n° 392 d'une contenance totale de 18 700m² afin de permettre la mise en œuvre des travaux publics envisagés en vue du raccordement des effluents à la future station d'épuration intercommunale de Saint Geniès des Mourgues dans le cadre de l'opération « Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier » est passée pour une durée de six mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Madame BONNET Janine et Madame PINOS Emmanuelle, sur une emprise totale de 1 830 m². S'agissant d'une convention d'occupation temporaire pour travaux, préalable à un protocole transactionnel comportant un volet financier, elle est consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2014-826 - 11/12/14 - Direction des Finances

Création de la régie de recettes et d'avances de la Régie Publique de l'Eau de Grabels

Objet : A la suite de la création d'une régie publique de l'eau sur la commune de Grabels, il est institué une régie de recettes et d'avances.

N°D2014-827 - 08/01/15 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché pour un contrat de cession avec l'Association "Contrepoint"

Objet : Un marché de prestation de services est passé avec l'Association "Contrepoint", sise à Montpellier. Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation de classes de maître et concert de Direction d'Orchestre, dans le cadre de la saison culturelle du Conservatoire à Rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Son montant s'élève à 5 700 € T.T.C. L'association "Contrepoint" n'est pas assujettie à la TVA.

N°D2014-828 - 08/01/15 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du Théâtre du Hangar à la Compagnie Grognon Frères

Objet : Une convention d'occupation temporaire du Théâtre du Hangar est conclue avec la Compagnie Grognon frères afin d'y organiser des répétitions. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

N°D2014-829 - 19/12/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ELIDEM dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société ELIDEM est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la collecte, le transport, le négoce, le courtage de déchets, le transport public de marchandises, la location de véhicules industriels avec conducteurs, l'étude et le conseil en matière d'environnement ainsi que le négoce de matériel à usage médical. Actuellement locataire du lot n°A03 d'une surface totale de 111.30 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 36 mois. La société projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

N°D2014-830 - 08/01/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALVER dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez

Objet : La candidature de la société ALVER est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez. Son activité est la miroiterie et la menuiserie aluminium et PVC. Actuellement locataire de l'atelier n°1 d'une surface totale de 112.50 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 23 mois. La société projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

N°D2014-831 - 08/01/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SECURISK dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société SECURIK est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est le contrôle technique des constructions. Actuellement locataire du lot n°B06 d'une surface totale de 73.13 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 6 mois. Cette courte durée, intervient dans l'attente de l'achèvement des travaux de ses futurs locaux sur le Parc 2000 (mars 2015). La société projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

N°D2014-832 - 19/12/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société NEOTIC dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire

Objet : La candidature de la société NEOTIC est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est la réalisation de logiciels. Actuellement locataire des lots B10C, B02G et d'une salle de réunion d'une surface totale de 768.10 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 4 ans, jusqu'à la démolition de l'immeuble.

N°D2014-835 - 26/12/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n°14kn433 de licence d'utilisation, maintenance, assistance et accompagnement méthodologique du logiciel PROFIL TRANSPORT

Objet : Un contrat de licence d'utilisation, maintenance, assistance informatique et accompagnement méthodologique du logiciel d'analyse rétrospective et prospective du budget annexe Profil Transport est conclu avec la société Ressources Consultants Finances sise à RENNES. Ce contrat concerne le logiciel PROFIL TRANSPORT installé à la direction des Finances. Ce contrat prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant du marché s'élève à 10 536,48 € TTC.

N°D2014-836 - 08/01/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché 3595GD14 de mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST, lot 2 installation de pré-traitement de l'air

Objet : Un marché d'installation de pré-traitement de l'air est conclu avec la société TC PLASTIC sise à PONTCHATEAU (44160). Ce marché concerne la fourniture et la pose du système de pré-traitement par voie chimique des rejets gazeux chargés en polluants issus des aspirations des bioréacteurs stabilisateurs (BRS). Le délai d'exécution est de 7 mois dont un mois de préparation. Le marché est attribué pour un montant global et forfaitaire de 416 896,80 euros T.T.C soit 405 600,00 euros T.T.C pour l'offre de base et 11 296,80 euros T.T.C pour la prestation supplémentaire éventuelle (aval biofiltre 3 et raccordement sur gaine en DN 1800).

N°D2014-837 - 08/01/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3722EA14 - Prestations géotechniques pour les aménagements de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues

Objet : Un marché est passé avec l'entreprise GIA Ingénierie sise à MARSEILLE pour une mission de réalisation de prestations géotechniques pour les aménagements de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues. Le marché est conclu pour une période d'une durée de 2 mois à compter de la date de sa notification pour un montant de 23 000 € H.T, correspondant au montant du Détail Quantitatif et Estimatif.

N°D2014-838 - 08/01/15 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°5 à la convention d'occupation temporaire du Théâtre des 13 Vents

Objet : Un avenant n°5 à la convention d'occupation temporaire du Théâtre des 13 Vents est conclu avec la SARL Humain Trop Humain. Cet avenant prolonge l'occupation à titre gracieux du lieux jusqu'au 30 juin 2015.

N°D2014-839 - 08/01/15 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du Café des Lettres

Objet : Un avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire du Café des Lettres de la médiathèque centrale Émile Zola est conclu avec la société ADBS. Cet avenant prolonge la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2015.

N°D2014-841 - 08/01/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché subséquent n°3794EA14 de travaux de renouvellement de deux conduites d'eau potable DN 150 et DN500, chemin de Moularès sur la commune de Montpellier

Objet : Un marché subséquent, à l'accord cadre 3398EA13 de travaux courants sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes est conclu avec le groupement d'entreprises SOGEA SUD/RAMPA TP/SOLATRAG sise à Montpellier. Ce marché concerne les travaux de renouvellement de deux conduites d'eau potable DN150 et DN500, chemin de Moularès sur la commune de Montpellier. Le délai d'exécution du marché proposé par le titulaire est de 69 jours. Le délai d'exécution global (préparation et exécution) ne devra toutefois pas dépasser 5 mois. Le montant estimatif du marché est de 545 931, 67 euros T.T.C.

N°D2014-842 - 08/01/15 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du théâtre du Hangar à la Compagnie l'Atalante

Objet : Une convention d'occupation du théâtre du Hangar est conclue avec la compagnie L'Atalante afin d'y organiser des répétitions. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

N°D2014-843 - 08/01/15 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du théâtre du Hangar à la compagnie Doré

Objet : Une convention d'occupation temporaire du théâtre du Hangar est conclue avec la compagnie Doré pour les périodes du 19 au 31 janvier et du 9 au 13 mars 2015. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

N°D2014-845 - 08/01/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société OPENDOO dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société OPENDOO est agréée en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 à Montpellier. Son activité est le traitement de base de données. Elle est candidate à la location du lot n°B08 d'une surface totale de 76.55 m² pour une période de 3 ans. Une partie des locaux seront sous-loués à la société KEETIZ (Edition logiciel) représentée également par Monsieur Jean-Christophe RUSSIER. Les sociétés projettent un effectif de 9 personnes dans 3 ans.

N°D2014-850 - 08/01/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ARKOLIA ENERGIES dans l'immeuble Cap Delta à Grabels

Objet : La candidature de la société ARKOLIA ENERGIES est agréée en vue de la location dans l'immeuble Cap Delta du Biopôle Euromédecine à Grabels. Son activité est la recherche et développement, la construction de centrale de production et d'unité de production d'énergie renouvelable (énergies vertes). Elle est candidate à la location d'un lot d'une superficie de 103.77 m² pour une période de 6 mois.

N°D2014-853 - 08/01/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à la cession à titre gratuit de bornes informatiques défectueuses

Objet : Six bornes de sensibilisation à la création d'entreprise ont été placées par le BIC dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur.

Aujourd'hui, ces bornes sont obsolètes et défectueuses; elles doivent être enlevées.

Informatique Plus, association loi 1901 soutenue par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, met en place des chantiers d'insertion sur l'informatique et récupère ainsi le matériel obsolète.

N°D2014-860 - 09/01/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3777CO14, Location et installation de structures événementielles et de mobilier de réception pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Lot n°1 : location, installation structure - Lot n°2 : Location, installation de mobilier de réception

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société AD RECEPTION sise à Prades-le-Lez. Ce marché concerne la location et l'installation de structures événementielles (lot 1) et de mobilier de réception (lot 2) pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les marchés prennent effet à compter de leur notification jusqu'au 31/12/2015. Ils pourront être reconduits pour une période de 1 an jusqu'au 31/12/2016.

Lot 1 : le montant annuel minimum du marché s'élève à 15 000 € H.T et maximum à 50 000€ H.T.

Lot 2 : le montant annuel minimum du marché s'élève à 5 000 € H.T et maximum à 20 000€ H.T.

N°D2014-861 - 08/01/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à titre gratuit de matériels roulants et mobiliers à la SAEML-SFMA

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier cède à titre gratuit un ensemble de matériels mobiliers et roulants à la SAEML-SFMA.

N°D2014-863 - 08/01/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société TWIN Solutions pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société TWIN Solutions pour l'occupation du local répertorié bureau 0.11 d'une surface de 26,40 m², situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter de sa notification. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 26,40 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 356,66 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12667 du Conseil de Communauté en date du 18 décembre 2014.

N°D2014-864 - 08/01/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3842DS14 de "Fourniture et mise en place de contrôle d'accès pour le stade de la Mosson à Montpellier"

Objet : Un marché n°3842DS14 de fournitures est passé avec la société Skidata France SAS, 73 800 FRANCIN. Ce marché concerne la fourniture et mise en place d'un contrôle d'accès pour le stade de la Mosson à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai d'exécution est de deux semaines. Le montant du marché s'élève à 185 060 € H.T. soit 222 072 € T.TC.

N°D2014-865 - 08/01/15 - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat

Décision relative à la passation du marché portant sur l'observatoire des copropriétés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Ce marché concerne la mise en œuvre de l'observatoire des copropriétés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. L'entreprise choisie est URBANIS, sise à Nîmes. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an pour la tranche ferme et de 2 ans supplémentaires pour les tranches conditionnelles. Le montant du marché s'élève à 86 415 € H.T.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – VŒU DES CONSEILS DE TOULOUSE MÉTROPOLE ET DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE RELATIF À LA RÉFORME TERRITORIALE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En vertu de la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la communauté d'agglomération de Montpellier et la communauté urbaine de Toulouse ont accédé en ce début d'année 2015 au statut de métropole.

Dans le même temps, l'Assemblée Nationale a adopté le 17 décembre 2014 en dernière lecture le projet de loi portant nouvelle délimitation des régions, qui prévoit notamment la fusion des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, et le Sénat a entamé le 16 décembre en première lecture l'examen du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République, qui propose des orientations visant à renforcer le rôle des régions et des intercommunalités.

L'ensemble des composantes de ce projet de réforme territoriale ouvre des perspectives nouvelles pour des régions plus fortes au sein desquelles les métropoles joueront un rôle moteur. En ce sens, il conforte les stratégies de développement que nos deux territoires ont initiées pour rendre nos aires urbaines plus attractives et mieux positionnées à l'échelle nationale et européenne.

Le débat qui vient de s'achever sur les délimitations des régions a été l'occasion pour tous d'exprimer positions et réflexions. Une autre phase s'ouvre aujourd'hui : celle de la construction d'une grande région forte, s'attachant à préserver la diversité et la singularité de ses identités territoriales, et à stimuler les complémentarités autour de ses deux métropoles que sont Montpellier et Toulouse.

Le débat sur le choix de la capitale régionale sera tranché en temps utile, il devra l'être dans le respect des territoires concernés et d'une préservation de leurs fonctions de commandement stratégique, qu'il s'agisse de la présence des services déconcentrés de l'Etat, des services de la future Région, des sièges sociaux des grandes entreprises ou des équipements publics de niveau métropolitain (universités, CHU, etc.). Il devra éviter les solutions préfabriquées pour faire confiance à l'intelligence territoriale des acteurs concernés.

Nous souhaitons travailler dès maintenant, de concert pour répondre de façon imaginative et ambitieuse aux enjeux de l'équilibre territorial, à la question de l'action publique de proximité, de l'efficacité et la lisibilité des actions.

Les conseils de Montpellier Méditerranée Métropole et de Toulouse Métropole affirment :

- leur volonté d'œuvrer de façon constructive à l'émergence de la grande région, au développement de partenariats ambitieux avec les élus des départements et régions concernés, en se battant notamment pour l'obtention de la ligne à grande vitesse ;
- leur demande d'une large concertation avec les acteurs concernés quant au choix de la future capitale régionale et à la répartition équitable des fonctions de commandement stratégique ;
- leur souhait de renforcer les coopérations avec les intercommunalités voisines dans la suite des actions déjà engagées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter ce vœu ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CONSTITUTION - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Prévue par la loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire du 25 juin 1999, la mise en place du Conseil de Développement de la Communauté d'Agglomération intervenue en juillet 2003 constituait une obligation préalable à l'adoption du Projet d'Agglomération et du SCoT.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a officialisé la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole, ce au 1^{er} janvier 2015.

Montpellier Méditerranée Métropole entend renforcer le rôle du Conseil de Développement et réaffirmer sa volonté d'en faire un des organes privilégiés de la réflexion, de la prospective et de la concertation sur notre territoire. Un Conseil de Développement élargi et renouvelé conforme aux dispositions de l'article L 5217-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, doit permettre un regard neuf sur l'avenir de notre territoire et constituer un espace d'échanges et de débats sur les enjeux et les perspectives de notre bassin de vie.

Pour concrétiser cette ambition, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite construire le Conseil de Développement autour des axes suivants :

- mise en place d'une assemblée élargie à 200 membres dont le nombre est susceptible d'être ajusté en fonction des thématiques traitées, qui sera composée d'acteurs issus d'horizons diversifiés institutionnels, sociétaux, professionnels et associatifs ;
- création d'un Bureau composé du Président du Conseil Développement et de six membres qui seront les Présidents des commissions thématiques relevant des six piliers du Développement économique de la Métropole :

la santé, le développement numérique, la mobilité et les déplacements, le développement touristique, l'agro-écologie/alimentation ainsi que le patrimoine, la culture et l'égalité des chances. Ce bureau gèrera les affaires générales, assurera la transversalité des Commissions thématiques, définira et organisera le programme de travail. En fonction des orientations et de l'organisation établies par le Bureau, ces commissions seront organisées sous forme d'ateliers thématiques.

Au-delà des thèmes définis, le Conseil de Développement aura la faculté de s'autosaisir de toute question d'intérêt général en lien avec les compétences de la Métropole. Le mandat des membres du Conseil de Développement durera le temps du mandat de l'exécutif de la Métropole.

Le Président du Conseil de Développement sera une personnalité issue de la société civile désignée par arrêté du Président de la Métropole. Il animera le Bureau et restituera des travaux des Commissions auprès du Président de la Métropole.

Le Conseil de Développement aura la charge de proposer une charte de fonctionnement qui a pour objet de définir l'état d'esprit dans lequel s'effectuent les travaux du Conseil de Développement en définissant les règles qui s'appliquent aux membres du Conseil de Développement, et à toute personne participant aux Commissions, afin de permettre la sérénité et la qualité des échanges et des débats.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n° 11098 du 8 octobre 2012 relative au renouvellement du Conseil de développement de Montpellier Agglomération et approuver la constitution, le mode d'organisation et de fonctionnement du Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°6 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – SOUTIEN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE À LA COMMUNAUTÉ D'UNIVERSITÉS ET D'ÉTABLISSEMENTS (COMUE) POUR SA PRÉ CANDIDATURE À L'IDEX 2 - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a pour mission de développer son territoire de manière harmonieuse et cohérente en répondant efficacement aux besoins de ses habitants et de ses entreprises.

Montpellier Méditerranée Métropole impulse un nouveau projet de territoire autour de six piliers : numérique, santé, tourisme, mobilité, agro-écologie et alimentation, culture-patrimoine et égalité des chances. Symboles même de l'identité du territoire, ces six piliers correspondent aux domaines d'excellence que la métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises innovantes et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation.

En particulier, Montpellier Méditerranée Métropole fait de la création d'entreprises innovantes un axe privilégié et s'appuie dans ce domaine sur le Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Métropole, élu « meilleur incubateur mondial » en 2007 par NBIA (réseau américain d'incubateurs, d'envergure internationale), seul incubateur français dans le TOP 10 Mondial 2014 (4^{ème} position) des meilleurs incubateurs de l'UBI Index (initiative de recherche comparant 300 incubateurs dans 67 pays).

Par ailleurs, le 12 novembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole forte de ses 1 300 entreprises et 15 000 emplois dans le secteur du numérique, a été reconnue comme territoire innovant au travers l'obtention du label French Tech qui vise à mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire autour de l'innovation et du développement de startups. Le label French Tech permettra à Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier d'une visibilité internationale et de développer et d'attirer de nouvelles entreprises sur le territoire.

De plus, la culture scientifique constitue un capital patrimonial et humain tout à fait exceptionnel à Montpellier et peut permettre par la mise en synergie des acteurs de bâtir un projet original ouvert, accessible, pionnier en termes de vulgarisation, de médiation et d'appropriation. C'est d'abord un patrimoine historique sur lesquels la Ville puis l'Agglomération se sont construites, et qui a donné lieu à une candidature de la Métropole au label Art et Histoire. C'est aussi un patrimoine d'exception, avec des collections inestimables, notamment celles de médecine (cires anatomiques), pharmacie (droguier), botanique (herbier) et astronomie. Les collections universitaires constituent un point fort de la fusion des Universités Montpellier 1 et 2, mettant en évidence un des plus beaux patrimoines scientifiques européens et permettant à la nouvelle entité Université Montpellier de renouer avec sa propre histoire,

intimement liée à celle de la cité.

Le patrimoine universitaire constitue une identité forte, mais également des expertises, tant le domaine de la conservation et la valorisation des collections que dans celui de la culture et la médiation scientifiques. L'apport, à terme, du patrimoine et des ressources de l'Université Montpellier 3 est également un élément remarquable à considérer d'entrée de jeu.

De plus, l'université étudie actuellement un projet pour constituer un lieu de culture scientifique original intitulé "*Musée en mouvement, musée vivant*" visant la création d'un continuum entre le bâtiment historique de la faculté de médecine, le Jardin des plantes, et le Jardin de la Reine. Une démarche engagée auprès de l'UNESCO vise l'inscription de ce lieu mondialement connu par son identité scientifique et historique d'exception situé au cœur de la Cité.

Complémentaire à cette offre universitaire le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'une part d'établissements de vulgarisation scientifique (Planétarium, Aquarium, Ecolothèque, Zoo de Lunaret...) et d'autre part d'un réseau d'établissements et de manifestations culturels disposant d'espaces dédiés à la recherche et d'un savoir faire important en matière de médiation (musée Fabre, musée archéologique Henri Prades, réseau des médiathèques, Conservatoire à Rayonnement Régional, Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique, Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier, Agora de la Danse, le Centre Dramatique National, Comédie du Livre, Agora des Savoirs).

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole a créé et participe activement au réseau des Musées d'Histoire et d'Archéologie de Montpellier et de ses environs.

D'autres collaborations témoignent de l'action prépondérante de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du développement et du rayonnement scientifique et culturel du territoire :

- Collaborations du site archéologique Lattara, du Musée Henri Prades et du Musée Fabre conjointement avec le Musée du Louvre de Paris et le Musée National d'Art Catalan de Barcelone, ainsi que de la DRAC L.R. à la réalisation du projet scientifique et culturel du Musée des Moulages en rénovation.
- Collaboration du Planétarium, la ville de Montpellier et l'Université de Montpellier de sensibilisation à la pollution lumineuse dans le cadre de l'opération « 2015 - l'année internationale de la lumière » initiée par l'UNESCO.

Enfin, Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'une nouvelle compétence dans le soutien aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Forte de plus 60 000 étudiants, deux universités et de nombreuses écoles, Montpellier Méditerranée Métropole est reconnue comme un site universitaire de grande qualité tant par les formations dispensées et leur diversité que par la qualité de la recherche avec ses 7500 chercheurs qui en fait l'un des dix premiers sites universitaires français

Depuis le dernier premier appel à projet IDEX lancé en 2011, les universités et établissements Montpelliérains ont su se structurer en COMmunauté d'Universités et d'Etablissements (COMUE) avec l'ensemble des acteurs de la formation et de la recherche régionale, leur permettant de coordonner les offres de formation et les stratégies de recherche mais également d'avoir une meilleure visibilité à l'international.

Le 23 juin 2014, l'Agence Nationale de la Recherche a lancé un second appel à projet « Initiative D'EXcellence (IDEX) : Initiatives – Science – Innovation – Territoires – Economie (I-SITE) » dans le cadre du second programme d'investissement d'avenir (PIA2) qui a pour vocation de mettre en place une démarche structurante et intégratrice pour les acteurs français de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'action IDEX/I-SITE vise à favoriser une structuration dynamique d'excellence sous toutes ses formes, dans un contexte international de plus en plus compétitif.

Pour cela, l'Agence Nationale de la Recherche attribuerait à la COMUE LR, si elle remporte la candidature à l'IDEX, une dotation représentant 25 millions d'euros annuel afin de réaliser les actions décrites dans son projet.

Dans ce contexte de nouvelles alliances entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et au regard de la constitution des COMUE, il semble indispensable de développer une dynamique interuniversitaire et régionale autour de projets communs et ambitieux. L'obtention d'un IDEX/I-SITE favorisera le développement de pôles scientifiques d'excellence à l'échelle européenne, internationale tout en préservant leur nécessaire ancrage territorial.

Montpellier Méditerranée Métropole a pris connaissance avec un grand intérêt de la volonté des Universités et Etablissements d'enseignement supérieur, en partenariat avec les organismes de recherche, de répondre au prochain appel à projet IDEX/I-SITE et souhaite apporter son soutien à la candidature qui a été déposée le 21 janvier 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole à la COMUE pour sa pré candidature à l'IDEX 2,
- autoriser Madame Chantal MARION, Vice-présidente déléguée au Développement Economique, l'enseignement supérieur et la recherche, l'innovation, l'international et l'artisanat, à étudier les différentes actions qui permettront à Montpellier Méditerranée Métropole de soutenir ce projet.

Madame Chantal Marion ne prend pas part aux débats, ni au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

AFFAIRE N°7 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LE CHRU - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole poursuit comme mission de développer son territoire harmonieusement et de manière cohérente en répondant efficacement aux besoins de ses habitants et de ses entreprises.

Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises innovantes et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation.

En particulier, Montpellier Méditerranée Métropole a fait de la création d'entreprises innovantes un axe privilégié et s'appuie dans ce domaine sur le Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Métropole, Elu « meilleur incubateur mondial » en 2007 par NBIA (réseau américain d'incubateurs, d'envergure internationale), seul incubateur français dans le TOP 10 Mondial 2014 (4^{ème} position) des meilleurs incubateurs de l'UBI Index (initiative de recherche comparant 300 incubateurs dans 67 pays).

Par ailleurs, le 12 novembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a été reconnue comme territoire innovant au travers l'obtention du label French Tech qui vise à mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire autour de l'innovation et le développement de startups. Le label French Tech permettra à Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier d'une visibilité internationale et de développer et d'attirer de nouvelles entreprises sur le territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole initie un projet de territoire ambitieux autour de six piliers que sont le numérique, la santé, le tourisme, la mobilité, l'agro-écologie et l'alimentation, la culture, le patrimoine et l'égalité des chances. Ces six piliers constituent autant de domaines d'excellence que la métropole s'attache à structurer, développer et valoriser.

Montpellier Méditerranée Métropole soutient depuis de nombreuses années le développement économique de plusieurs filières d'excellence. Le secteur de la santé, représentant environ 250 entreprises et 5800 emplois sur le territoire de la métropole, est l'un de ces secteurs clés. Ce secteur est également un puissant vecteur d'innovation et de développement pour les autres filières d'excellence et les filières traditionnelles.

Près de 25% des entreprises accompagnées par la pépinière Cap Omega du Business and Innovation Center est spécialisée dans le domaine de la santé ou de l'e-santé.

Parmi les acteurs incontournables de la filière santé, classé 6^e au niveau national et 1^{er} employeur régional, le CHRU de Montpellier, pôle sanitaire régional, assure les missions de service public qui lui incombent. Il est composé de sept établissements intervenant dans tous les domaines de la santé. Ses missions essentielles recouvrant les soins, l'enseignement, la recherche et la prévention lui permettent d'assurer la permanence des soins et l'accueil des populations requérant ses services.

La présente convention a pour objet la création d'un partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Hospitalier Régional Universitaire pour favoriser l'innovation, la création d'entreprise, leur développement aussi bien au niveau national qu'international.

Ce partenariat se traduit par :

- Une collaboration entre le BIC et le CHRU dans l'accompagnement de projets de création de start-up
- La participation du CHRU dans la direction scientifique et médicale du volet santé du projet cité intelligente
- Une diffusion auprès des acteurs de la filière santé, de l'offre de service proposé par Montpellier Méditerranée Métropole
- La participation du CHRU aux missions internationales organisées par Montpellier Méditerranée Métropole afin de promouvoir ses compétences en matière d'expertise et de collaborations scientifiques...

Cette convention n'a pas d'impact financier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Hospitalier Régional Universitaire,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur Philippe SAUREL ne prend pas part aux débats, ni au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

AFFAIRE N°8 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – FILIÈRES TIC SANTÉ - SOUTIEN À KYOMED (EX PROJET CR2i) - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis plus de 20 ans, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et soutient en particulier les entreprises innovantes en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants tels que des parcs d'activités scientifiques, des programmes immobiliers destinés aux entreprises technologiques, des pépinières d'entreprises innovantes...

Le secteur santé est une des filières d'excellence du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole et de sa région, et l'un des plus dynamiques.

La santé constitue l'un des piliers du développement de la Métropole. Ainsi le soutien et l'accompagnement de ce secteur, en particulier pour les filières TIC-santé, diagnostic et «silver économie », constituent une priorité stratégique pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette dernière soutient et accompagne un certain nombre de projets sur son territoire. C'est le cas pour le projet CR2i.

1 - Rappels de l'historique du projet CR2i :

L'Etat a lancé en 2010 le programme « Investissements d'avenir » doté de 35 milliards d'euros sur dix ans pour financer l'innovation en France, renforcer la productivité, la capacité d'innover et accroître la compétitivité des entreprises.

Dans ce cadre, le projet de CR2i (Centre de Recherche et Innovation Industrielle) DiagnosTIC-Santé, porté dans un premier temps par le pôle de compétitivité Eurobiomed, a répondu à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) dans le cadre de l'appel à projet Plateformes mutualisées d'Innovation (PFMI).

Le projet déposé ayant retenu l'attention de l'Etat, il a été décidé de créer une association CR2i DiagnosTIC-santé en février 2011 afin de répondre à l'appel à projet PFMI et continuer à porter le projet. Elle a répondu à l'appel à projet PFMI en septembre 2011 et a été retenue en février 2012.

La Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) et OSEO, opérateurs pour le compte de l'Etat, ont accompagné le CR2i pour l'ingénierie du projet.

Le projet de CR2i DiagnosTIC-Santé, porté par l'association du même nom, et labellisé par l'Etat fin 2013 a donné naissance début avril 2014 à l'entreprise DigiHealth.

Le 16 juin 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a accueilli l'Assemblée Générale Ordinaire de l'association CR2i DiagnosTIC-Santé au cours de laquelle le rapport d'activité de l'association a été présenté et les comptes 2013 arrêtés. Elle a été suivie d'une Assemblée Générale Extraordinaire dont l'objet était de dissoudre l'association dont la vocation était de porter le projet et de disparaître à la création de l'entreprise CR2i, DigiHealth.

En octobre 2014 DigiHealth a changé de nom pour devenir Kyomed.

2 - Présentation de Kyomed :

Kyomed a vocation à apporter des solutions intégrées en santé pour l'industrialisation de nouveaux outils/services/produits innovants en médecine personnalisée, ambulatoire et télémédecine. L'entreprise propose aujourd'hui un bouquet de services dans deux secteurs d'activités prioritaires : les biomarqueurs et la e-santé (par l'intermédiaire de son living lab).

Kyomed constitue un projet structurant pour la filière santé et plus particulièrement les domaines du diagnostic et de la e-santé sur notre territoire. De plus, il est fédérateur à la fois d'actionnaires publics et privés : il implique le monde de la recherche universitaire, hospitalière et privée (PME et grands groupes tels que Sanofi et IBM) et a le soutien du pôle de compétitivité Eurobiomed. Kyomed fédère et mutualise ainsi les moyens, compétences et savoirs de recherche, d'enseignement, de soins et industriels locaux.

Kyomed est une SAS composée de plusieurs actionnaires : Altéra Group, l'Institut du Cancer de Montpellier, l'Université Montpellier 1, BioGuild – une SAS composée de 7 PME (Amylgen, ASA, CEISO, I2A, Histalim, Phylogène et Acobiom) –, ainsi que l'association CR2i en LR composée de Gosis, Sanofi, Néo Télécoms (groupe Zayo), le CHRU de Montpellier, le CHU de Nîmes, l'Etablissement Français du Sang, l'Institut Mines Télécom et l'Ecole des Mines d'Alès.

Sanofi et IBM vont également mettre à disposition du personnel sur les deux premières années de fonctionnement de Kyomed.

Par ailleurs, pour favoriser les synergies entre les entreprises et la recherche au sein d'un environnement porteur, Montpellier Méditerranée Métropole a accueilli Kyomed au sein du Biopôle Euromédecine, hôtel d'entreprise vitrine technologique du secteur de la santé sur Montpellier accueillant des jeunes entreprises innovantes et des leaders mondiaux de la filière.

Kyomed estime à 90 le nombre d'emplois directs et environ 315 le nombre d'emplois indirects créés à 5 ans.

Véritable levier de développement économique, Kyomed permettra de renforcer l'attractivité et la compétitivité de notre territoire.

3 - Financement du CR2i et de Kyomed :

Afin de contribuer à la réussite de ce projet, Montpellier Méditerranée Métropole a accompagné le CR2i par depuis sa genèse en 2010 et a notamment soutenu financièrement l'association CR2i DiagnosTIC-santé porteuse du projet en 2011 et 2012 (subventions respectivement de 52 500 euros et de 42 500 euros), aux côtés de la Région Languedoc-Roussillon et de l'Etat. Elle souhaite aujourd'hui apporter son soutien à Kyomed.

Le projet CR2i ayant été labellisé par l'Etat, Kyomed pourra bénéficier d'un financement maximum de l'Etat de 2,617 millions d'euros (sur 48 mois ; convention en cours).

Un cofinancement par Montpellier Méditerranée Métropole (1 million d'euros maximum sur 5 ans, 2015-2019) et la Région Languedoc Roussillon (1 million d'euros maximum, sur 4 ou 5 ans, 50% Région LR et 50% FEDER) est également prévu.

Le capital constitué par les actionnaires fondateurs publics et privés, réparti sur les trois premières années est de 792 000 euros. L'apport en compte courant est de 100 000 euros.

Par délibération n°11845 du 24 septembre 2013, le Conseil de Communauté avait approuvé la stratégie présentée et le plan de financement global.

La subvention de Montpellier Méditerranée Métropole sera affectée aux dépenses de fonctionnement bâtiment (loyers, achats, redevances ...), à hauteur de 50% maximum en moyenne sur les 5 ans, conformément aux assiettes éligibles et aux taux d'aides maxima décrits dans le cahier des charges de l'appel à projets « plateformes mutualisées d'innovation » (PFMI) du Programme Investissements d'Avenir, publié en 2011 par la Caisse des Dépôts. Le régime d'aide applicable à l'intervention publique dans les PFMI est le régime d'aide notifié « Aide d'Etat N623/2008 d'extension du Régime d'aide N269/2007 « Fonds de Compétitivité des Entreprises (FCE) » » et son extension « Aide d'Etat SA.33615(2011/N) d'extension du Régime des Fonds de Compétitivité des Entreprises aux programmes d'investissements d'avenir « PFMI » et « FSN innovation » ». Ces deux régimes sont en vigueur jusqu'au 31 décembre 2016.

Les subventions de l'Etat (à travers son opérateur BPI France) et de la Région Languedoc Roussillon et du FEDER seront respectivement affectées aux dépenses de fonctionnement hors bâtiment et aux dépenses d'investissements aux taux d'aides maxima décrits dans les textes précédemment cités.

Ainsi, pour Montpellier Méditerranée Métropole, la répartition prévisionnelle de la subvention sur les 5 années est établie de la façon suivante : 66 366,47 euros en 2015, 126 422,97 euros en 2016, 174 189,35 euros en 2017, 210 239,35 euros en 2018 et 227 289,35 euros en 2019. Le plan de financement de Kyomed pourra être ajusté chaque année et donc le montant de la subvention annuelle pourra lui aussi être recalculé chaque année.

Il est donc proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte un financement à Kyomed par l'octroi d'une subvention de 66 366,47 euros au titre de l'année 2015.

La délibération n°CR-14/05.708 du Conseil Régional de la Région Languedoc-Roussillon du 19 décembre 2014 autorise Montpellier Méditerranée Métropole à verser cette subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant de la subvention octroyée à Kyomed ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2015, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur Alex Larue ne prend pas part aux débats, ni au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

AFFAIRE N°9 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE IBM ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet de réorganisation de ses activités, IBM France a signé avec l'Etat une convention cadre nationale, le 26 juin 2014 pour la revitalisation des bassins d'emplois sur lesquels le groupe est implanté.

Le bassin montpelliérain est peu impacté par la suppression ferme de postes, la plupart concernant des départs à la retraite anticipés ou des mobilités internes en dehors du territoire métropolitain. Néanmoins, cette convention cadre prévoit la mise en place d'un plan de revitalisation sur 36 mois pour soutenir la création d'activité et d'emplois sur notre territoire. Ce dispositif représente une enveloppe de 260 160 € permettant la création effective de 60 nouveaux emplois dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication sur le territoire de la métropole de Montpellier.

Cette enveloppe à vocation :

- d'une part, à financer des projets d'entreprises innovantes créatrices d'emplois à raison de 4000 € par emploi créé (plafonné à 20 000 € par entreprise)
- d'autre part, à abonder des projets de territoire structurants et générateurs d'emplois, dans lesquels IBM peut être partenaire à raison de 10 000 € par emploi créé.

Afin d'identifier et analyser les entreprises et les projets à fort potentiel de création d'emplois, IBM souhaite s'appuyer sur l'expertise et l'expérience du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'agence Transferts LR.

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole ayant vocation à accompagner sur le territoire de la métropole, la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance pendant les 3 à 5 premières années d'activité, pourra ainsi sélectionner les projets les plus générateurs d'emplois pour accélérer leur développement.

Transferts LR ayant vocation à accompagner les projets d'innovation des entreprises existantes pourra proposer les entreprises et les projets les plus créateurs d'emplois sur le territoire de l'agglomération.

Pour ce faire, IBM propose de préciser dans une convention de partenariat, la contribution du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole et de Transferts LR ainsi que les conditions de collaboration entre IBM France et ces 2 structures d'accompagnement.

Conjointement à celle de Transferts LR, l'intervention du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole portera sur :

- l'identification des entreprises créatrices d'emplois
- la constitution du dossier de demande d'aide
- la présentation des projets en comité d'engagement (IBM, Etat)

La présente convention est sans incidence financière pour Montpellier Méditerranée Métropole et signée pour une durée de 3 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la dite convention ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PORTAGE SALARIAL DE LA REPRÉSENTANTE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ À CHENGDU (CHINE) - CONVENTION AVEC EUPIC - CONVENTION AVEC LE CENTRE DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER - FRAIS DE FONCTIONNEMENT EN CHINE ET EN FRANCE - AUTORISATION DE FINANCEMENT ET DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Les relations entre Montpellier Méditerranée Métropole et plus généralement la ville de Montpellier et la Chine bénéficient d'une longue histoire d'échanges réciproques : nous pourrions citer le début du XXème siècle (1908-1927) et la venue à l'université de Montpellier de dizaines des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » ; plus proche de nous le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations préservées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la ville de Shanghai et le District du Yangpu, mais aussi un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et 9 Provinces centrales chinoises.

Ce dernier aspect a permis l'organisation par Montpellier Méditerranée Métropole du Congrès Mondial EUPIC au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le vice-ministre de la recherche.

Le partenaire principal de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu demeure l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France). La partie chinoise est représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guizhou, Chongqing et Guizhou). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Se développer sur le marché chinois nécessite un travail considérable de préparation, d'actions sur le terrain et de suivi à long terme et implique le plus souvent l'implantation sur place d'un bureau de représentation ou d'une filiale. Dans le cadre du développement et de la croissance d'une entreprise, innovante ou non, le déploiement à l'international est souvent un facteur clé de réussite.

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole avec ses partenaires internationaux, vise précisément à limiter le risque pris par les entreprises souhaitant développer des activités économiques à l'international.

En 2014, une étude de l'université de Paris-Dauphine avec Pramex International précise les opportunités pour une entreprise de s'implanter à l'international, avec à trois ans, une croissance de 13 % des ventes, 8% des embauches et 30 % de la valeur ajoutée pour la société mère, ce qui conforte la stratégie d'accompagnement à l'international mise en place depuis 10 ans par Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis 2004, ce sont plus de 80 entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole et 20 entreprises chinoises qui ont bénéficié de nos accords et ont pu accélérer leurs stratégies de conquête de nouveaux marchés.

Quinze d'entre elles ont développé des relations d'affaires poussées avec une implantation physique en Chine et à Montpellier Méditerranée Métropole.

La Métropole dispose depuis 2013 d'une représentante à Chengdu dans le cadre d'un contrat de 2 ans non renouvelables, avec le Ministère des Affaires Étrangères : Volontariat International en Entreprise (VIE).

La mission attribuée à notre représentante consiste à :

- Assurer la promotion active du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des entreprises chinoises désireuses de s'internationaliser et de s'implanter notamment sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole :
 - 3 entreprises chinoises se sont implantées sur le territoire métropolitain lors des 2 dernières années.
- Assurer le développement des entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole en Chine :
 - En 2014, les partenariats des entreprises 1001Pharma, Tageos et Intracense, vont générer plus de 1,5 Million d'euros de retombées directes pour nos entreprises.
- Préparer, suivre et assurer les actions que Montpellier Méditerranée Métropole développe avec Shanghai, Chengdu et la Province du Sichuan dans le cadre d'EUPIC et tout particulièrement la mise en place de la plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu :
 - 700 000 euros de chiffre d'affaires direct généré pour les producteurs de la Métropole depuis 2014.
- Contribuer à la préparation de missions internationales en développant des relations avec les acteurs institutionnels, de la recherche et des entreprises.... en Chine, et de missions organisées par nos partenaires chinois vers Montpellier Méditerranée Métropole :
 - Lors des 2 dernières années, 5 missions (représentant 27 entreprises) ont été organisées en Chine et 8 délégations chinoises ont été accueillies sur le territoire communautaire.
- Assurer un lien étroit entre Montpellier Méditerranée Métropole et EUPIC ainsi que toutes les institutions partenaires.
 - Extension en 2014 de nos accords de développement économique particulièrement pour la filière vin à la Ville de Neijiang.

Dans le cadre du Développement Economique, afin de pérenniser, d'accroître et de faciliter la présence de Montpellier Méditerranée Métropole en Chine tout particulièrement à Chengdu, il est souhaitable de poursuivre la présence de Montpellier Méditerranée Métropole sur place. Pour ce faire il est proposé de procéder à un portage

salarial par le partenaire EUPIC.

La représentante de Montpellier Méditerranée Métropole sera accueillie dans le cadre de l'accord général développé avec la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu dans les locaux d'EUPIC pendant la durée de sa mission. Cet accueil s'effectuera au tarif préférentiel de 150 euros par mois pour un bureau de 15 m2, soit 1 800 euros pour un an, plus les frais d'entretien du bureau estimés à 900 euros par an (au taux de change actuel de 7,647). Ces frais seront pris en charge par la municipalité de Chengdu puis remboursés par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre d'une contrat.

Dans le cadre de la Convention avec EUPIC pour le portage salarial de la représentante à Chengdu pendant une année, le coût estimé est de 39 500 euros (au taux de change actuel de 7,647). Le salaire versé par EUPIC et remboursé par Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de la convention, couvre les frais de salaire, les impôts en Chine, la protection sociale chinoise. Il convient aussi d'assurer une couverture sociale identique au standard français. Pour ce faire la Caisse des Français à l'Etranger a mis en place au travers de l'organisme Humanis une couverture adaptée pour un coût prévisionnel estimé à 16 900 euros. Cette couverture sera directement souscrite par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de l'agent salarié.

Pour réaliser ses missions en Chine et en France, la représentante se déplacera auprès de divers partenaires. Le coût annuel en transports internationaux (2 allers/retours minimum) et internes, frais de réception, frais d'hébergement hors Chengdu, participation à des événements types congrès et foires (inscription, documentation, conception ...), frais de visa est estimé à 9 300 euros. Celui-ci sera directement pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

La durée de cette prolongation de mission et des conventions afférentes est de un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature d'une convention de portage salarial avec EUPIC, concernant la représentante de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu (Chine), pour une période d'un an à partir du mois de février 2015, pour un coût prévisionnel estimé (en fonction du taux de change de 7,647 au 19/12/14) à 39 500 € T.T.C. ;
- autoriser la signature d'une convention avec Humanis (Caisse des Français à l'Etranger), pour les couvertures retraite, santé et prévoyance pour la représentante de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu (Chine), pour une période d'un an à partir du mois de février 2015, pour un coût prévisionnel estimé à 16 900 € T.T.C.,
- approuver la prise en charge financière des frais nationaux et internationaux de transports, hôtel, réception, location et entretien du bureau en Chine, coût d'établissement du visa, coût divers pour l'organisation ou la participation à des événements types congrès et foires (inscription, documentation, conception ...) estimés pour l'année 2015 à 12 000 euros T.T.C. ;
- autoriser la signature du contrat relatif à la location et à l'entretien des bureaux situés sur la Zone des Hautes Technologies de Chengdu pour un montant prévisionnel annuel de 2700€ TTC;
- dire que les crédits sont inscrits au budget des exercices 2015 et 2016, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – MARCHÉ N°3891RI15 D'ACQUISITION DE LICENCES DE LOGICIELS STANDARDS DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LES COMMUNES MEMBRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, les Communes de Beaulieu, Le Crès, Castelnau-le-Lez et Vendargues souhaitent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de la fourniture de logiciels bureautiques destinés au fonctionnement de leurs services.

La procédure sera conforme aux articles 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics (Appel d'Offres Ouvert).

En effet, afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, la Métropole et les communes membres pressenties ont décidé de constituer un groupement de commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des marchés publics.

Le marché sera à bons de commande. Il sera signé et notifié par la Métropole, au nom de l'ensemble des membres du groupement, pour une durée d'un an, reconductible une fois.

Le montant global estimatif T.T.C. du marché s'élève à 300 000 €.

Chaque Commune membre du Groupement sera en charge de son exécution pour ses besoins propres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement du marché n°3891RI15 pour l'acquisition de licences de logiciels standards dans le cadre d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres ;
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire sont inscrits au budget métropolitain, aux chapitres concernés ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire et signer le marché n°3891RI15 à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – MARCHÉ N°3890RI15 D'ACQUISITION DE MATÉRIEL INFORMATIQUE DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LES COMMUNES MEMBRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de Beaulieu, Fabrègues, Le Crès, Castelnau-le-Lez, Vendargues et Jacou souhaitent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de la fourniture d'ordinateurs destinés au fonctionnement de leurs services.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics (Appel d'Offres Ouvert).

En effet, afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les communes membres pressenties ainsi que le Métropole ont décidé de constituer un groupement de commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des marchés publics.

Le marché à bons de commande, sera signé et notifié par la Métropole, au nom de l'ensemble des membres du groupement, pour une durée d'un an, reconductible une fois.

Le montant global estimatif T.T.C. du marché s'élève à 700 000 €.

Chaque commune membre du groupement sera en charge de l'exécution du contrat pour ses besoins propres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement du marché n°3890RI15 pour l'acquisition de matériel informatique dans le cadre d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres ;
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire sont inscrits au budget métropolitain, aux chapitres concernés ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire et signer le marché n°3890RI15 à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°13 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – MARCHÉ N°3892RI15 DE FOURNITURE DE BANDE PASSANTE INTERNET DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LES COMMUNES MEMBRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de Beaulieu, Castries et Le Crès, souhaitant lancer une procédure de mise en concurrence en vue de la fourniture de bande passante Internet destinée au fonctionnement de leurs services.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics (Appel

d'Offres Ouvert).

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les communes membres pressenties ainsi que la Métropole ont décidé de constituer un groupement de commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des marchés publics.

Le marché à bons de commande, sera signé et notifié par la Métropole, au nom de l'ensemble des membres du groupement, pour une durée d'un an, reconductible une fois.

Le montant global estimatif T.T.C. du marché s'élève à 90 000 €.

Chaque commune membre du Groupement sera en charge de son exécution pour ses besoins propres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement du marché n°3892RI15 pour la fourniture de bande passante Internet dans le cadre d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres ;
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire sont inscrits au budget métropolitain, aux chapitres concernés ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire et signer le marché n°3892RI15 à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°14 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLITAIN ET LES COMMUNES MEMBRES POUR L'ACQUISITION DE LOGICIELS DES TEMPS SCOLAIRES ET PÉRISCOLAIRES - AVENANT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et 10 de ses Communes membres ont souhaité acquérir un logiciel de gestion des temps scolaires et périscolaires.

A ce titre, il s'est avéré nécessaire de lancer une procédure de mise en concurrence en vue de l'acquisition de ce logiciel. Afin de rationaliser l'achat et réaliser des économies, le Conseil d'Agglomération a acté, par délibération n°12249 du 19 mai 2014, la constitution d'un groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et 8 de ses Communes membres, conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés publics.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 33 3°al, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offres Ouvert) sans minimum ni maximum. Le marché sera à bons de commande. Le marché sera signé et notifié par Montpellier Méditerranée Métropole, au nom de l'ensemble des membres du groupement, pour une durée d'un an, reconductible trois fois.

Chaque commune sera en charge de sa bonne exécution pour ce qui la concerne.

L'estimation globale du marché s'élève à 400 000 €H.T.

L'avenant n° 3 modifie la liste des signataires de la convention de groupement comme suit :

- × Montpellier Méditerranée Métropole ;
- × Commune de Castelnau-le-Lez ;
- × Commune de Clapiers ;
- × Commune de Laverune ;
- × Commune de Grabels ;
- × Commune du Crès ;
- × Commune de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- × Commune de Juvignac ;
- × Commune de Prades-le-Lez ;
- × Commune de Saint-Brès ;
- × Commune de Murviel-lès-Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°3 à la convention constitutive du groupement de commandes modifiant le nombre de ses membres ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°3 à la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – BASSIN DE RÉTENTION - DÉPLACEMENT DE L'AUTOROUTE A9 - VENTE À AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE - COMMUNE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La société Autoroutes du Sud de la France (ASF) a pour mission, dans le cadre de la concession qui lui a été octroyée par le 7ème avenant au décret du 7 février 1992 approuvé par décret du 1er mars 2002, la réalisation du déplacement de l'autoroute A9 au droit de Montpellier, et ses voies d'accès, l'aménagement de ses abords, et d'une façon générale, l'exécution de tous travaux s'y rapportant ainsi que l'exploitation des ouvrages.

Les travaux de déplacement de l'autoroute A9 au droit de Montpellier ont été déclarés d'utilité publique et urgents par décret du 30 avril 2007 paru au journal officiel du 2 mai 2007.

Dans le cadre de ces travaux de déplacement, ASF doit réaliser trois bassins de rétention, identifiés sous les numéros BE 982, 983 et BM 999 sur le territoire Montpellier Méditerranée Métropole aux lieudits Mas Rouge, Terre de Valatou et Terre de Banquière, sur des terrains appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole.

Le bassin de rétention identifié sous le numéro BM 999, nécessitera la mise en place d'une servitude de passage de réseaux d'une superficie de 2 673 m² grevant une partie des parcelles cadastrées SI n° 98b, SI n° 103c et SI n° 104b, situées lieudit Terre de Valatou à Montpellier, restant propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole. Il nécessitera également la mise en place d'une servitude provisoire d'une durée de 10 ans renouvelable de passage de véhicules et piétons d'une superficie de 1 368 m² grevant une partie de la parcelle cadastrée SI n° 103c située lieudit Terre de Valatou à Montpellier restant propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le bassin de rétention identifié sous les numéros BE 982 et 983 nécessitera la mise en place d'une servitude de passage de réseaux d'une superficie de 743 m², grevant une partie des terrains cadastrés ST n° 50b et n° 66b situés lieudit Terre de Banquière à Montpellier restant propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les emprises à céder sur le territoire de la Commune de Montpellier concernent les parcelles suivantes :

- Au lieudit Terre de Valatou, parcelles SI n° 98a pour une surface de 2 191 m², SI n° 103a pour une surface de 1 228 m², SI n° 103b pour une surface de 2 119 m², SI n° 104a pour une surface de 5 721 m² ;
- Au lieudit 1 292 Rue du Mas Rouge, parcelle SI n° 21a pour une surface de 534 m² ;
- Au lieudit Terre de Banquière, parcelles ST n° 50a pour une surface de 104 m², ST n° 66a pour une surface de 7 250 m² : ST n° 68a pour une surface de 5 070 m², ST n° 72a pour une surface de 13 375 m².

L'ensemble de ces parcelles est situé en zone AU0 au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier.

Pour cette surface totale de 37 592 m², Montpellier Méditerranée Métropole percevra 939 800 euros plus les indemnités de servitude de passage de réseaux, véhicules et piétons à créer d'un montant de 4 954 euros. Ce prix a été validé par France Domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la vente à Autoroute du Sud de la France des emprises sur les parcelles cadastrées ST n° 50a, ST n° 66a, ST n° 68a, ST n° 72a, SI n° 21a, SI n° 98a, SI n° 103a, SI n° 103b et SI n° 104a sises Commune de Montpellier, pour une surface totale de 37 592 m² et un prix total de 939 800 euros,
- approuver la création de servitudes de passage de réseaux et de passage de véhicules et piétons, et indemnisées pour un montant de 4 954 euros,
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 954,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'acte de vente ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS SOCIAUX - OPÉRATION « LE HAMEAU DES FAUVETTES » - LOTISSEMENT LA COMBE CHEMIN LOUS CLACS À COURNONSEC - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat (OPH) de Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 25 logements sociaux, résidence « Le Hameau des Fauvettes », lotissement La Combe, chemin Lous Clacs à Cournonsec.

Celui-ci est proposé sur la base d'une aide de 10 000 € par logement situé en zone 3 du financement du logement social, où les loyers plafonds réglementaires sont inférieurs, alors que les coûts de production sont similaires, et ce afin de permettre d'atteindre l'équilibre des opérations, soit un montant total de 250 000 €.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel de l'opération projetée sont détaillés dans le tableau suivant :

| Opération | Opération «Le Hameau des Fauvettes» » Lotissement La Combe Chemin Lous Clacs à Cournonsec |
|---|--|
| Caractéristiques : Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie | TOURRE SANCHIS Collectif 1 782.20 m² 25 18 PLUS / 7 PLAI 5 T2, 14 T3, 5 T4, 1T5 |
| Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Subvention 1% Prêt CDC Participation Montpellier Méditerranée Métropole | 3 191 075.30 € 41 250 € 103 050 € 41 250 € 2 755 525.30 € 250 000 € |

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH de Montpellier Méditerranée Métropole de 250 000 € pour la réalisation de 25 logements locatifs sociaux, opération "Le Hameau des Fauvettes", lotissement La Combe, chemin Lous Clacs à Cournonsec ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mmes Régine ILLAIRE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et MM Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard CASTRE et Jean-Luc SAVY ne participent pas aux débats et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

AFFAIRE N°17 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 789 LOGEMENTS SOCIAUX - GARANTIE GLOBALE DES EMPRUNTS MOBILISÉS PAR L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS ENTRE LE 1ER AOÛT 2013 ET LE 31 JANVIER 2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE - DÉLIBÉRATION N°11748 DU 25 JUILLET 2013 - MODIFICATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

Par délibération n°11748 du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le principe de contractualisation globale des prêts qui devaient être signés par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole avec la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur une période de 18 mois, du 1^{er} août 2013 au 31 janvier 2015. Cet accord concernait de façon prévisionnelle 22 opérations et environ 970 logements sociaux, pour un montant de prêts maximum de 100 000 000 € que la Communauté d'Agglomération s'engageait à garantir en totalité. Les éventuelles évolutions intervenues dans les contrats de prêts effectivement signés devaient être actées par délibération rectificative de la collectivité.

Au 31 janvier 2015, 17 opérations ont fait l'objet d'un contrat de prêt signé, cinq autres programmes ayant été reportés ou annulés. Les opérations effectivement financées représentent 789 logements et ont mobilisé au total 79 626 261 € de prêts de la CDC, garantis à hauteur de 100% par Montpellier Méditerranée Métropole. Celles-ci sont listées, et leurs plans de financements définitifs détaillés, dans le tableau annexé à la présente délibération, qu'il convient d'adjoindre à la délibération initiale n°11748 du 25 juillet 2013, tout comme le tableau relatif aux caractéristiques financières actualisées des prêts également en annexe.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole accorde de façon irrévocable et sans condition sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement de toutes sommes dues au titre des contrats signés dans ce cadre et prend acte des caractéristiques financières auxquels ils ont été exercés au vu des tableaux d'amortissement émis à chaque contrat et signés.

Le présent engagement de garantie est consenti pour une durée expirant après le complet remboursement des sommes dues au titre des contrats susvisés. En conséquence, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée des contrats à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des contrats.

Dans l'hypothèse où l'Office Public de l'Habitat, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles (en capital, intérêts, indemnités ou pénalités, commissions) au titre de ses engagements contractuels, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse des dépôts et consignations par lettre, en renonçant au bénéfice de discussion ainsi qu'au recours avant paiement visé par l'article 2316 du Code civil et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tableaux annexés à la présente délibération ;
- approuver la modification de la délibération n°11748 du 25 juillet 2013 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Mmes Régine ILLAIRE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et MM Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard CASTRE et Jean-Luc SAVY ne participent pas aux débats et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

AFFAIRE N°18 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 23 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES PUMAS » - ZAC OVALIE LOT 18A - RUE DU PAS DU LOUP À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

Dans le cadre du règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté par délibération du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat (OPH) de Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité le concours de Montpellier Méditerranée Métropole pour faciliter la réalisation de 23 logements sociaux, résidence « Les Pumas », lot 18 A1 ZAC Ovalie, rue du Pas du Loup à Montpellier. L'opération comprend 17 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).
Le projet a été conçu par le cabinet HELLIN – SEBBAG architectes associés.

L'OPH demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement des quatre prêts d'un montant total de 2 384 716 €, souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), et dont les contrats sont annexés à la présente délibération.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'OPH pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant toute la durée du prêt, à libérer en cas de besoin des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 384 716 € représentant 100 % des 4 prêts sollicités par l'OPH de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la construction de 23 logements locatifs sociaux, résidence « Les Pumas » Lot 18A1 ZAC Ovalie, rue du Pas du Loup à Montpellier, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°16785 annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Mmes Régine ILLAIRE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et MM Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard CASTRE et Jean-Luc. SAVY ne participent pas aux débats et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

AFFAIRE N°19 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 50 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC RIVE GAUCHE LOT 6B À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

Dans le cadre du règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté par délibération du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat (OPH) de Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité le concours de Montpellier Méditerranée Métropole pour faciliter la réalisation de 50 logements sociaux situés ZAC Rive Gauche, lot 6B à Montpellier. L'opération comprend 38 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).
Le projet a été conçu par le cabinet Garcia Diaz architecture.

L'OPH demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement des 4 prêts d'un montant total de 5 475 302 €, souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), et dont les contrats sont annexés à la présente délibération.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'OPH pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement, et à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant toute la durée du prêt, à libérer en cas de besoin des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 5 475 302 € représentant 100 % des quatre prêts sollicités par l'OPH de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse des dépôts et Consignations, pour financer la construction de 50 logements locatifs sociaux, ZAC Rive Gauche lot 6B à Montpellier, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies du contrat n°16782 annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Mmes Régine ILLAIRE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et MM Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard CASTRE et Jean-Luc. SAVY ne participent pas aux débats et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

AFFAIRE N°20 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 111 LOGEMENTS SOCIAUX D'INSERTION - RÉSIDENCE SOCIALE JEUNES - ZAE AFTALION À BAILLARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 111 logements sociaux d'insertion dans le cadre d'une résidence sociale pour jeunes, ZAE Aftalion à Baillargues. L'opération, financée en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), a été conçue par le cabinet d'architecture MDR à Montpellier.

Cette résidence répond aux besoins en logements des jeunes alternants du Centre de Formation des Apprentis de l'Industrie (CFAI), de l'Association de Formation Professionnelle de l'Industrie (AFPI) et des divers services de l'Union des Industries des Métiers de la Métallurgie (UIMMLR), regroupés au sein d'un bâtiment jouxtant la future résidence sociale.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 2 894 285 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 643 806 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 1 250 479 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation | PLAI construction | PLAI foncier |
|---------------------------------|--|--------------|
| Montant du prêt | 1 643 806 € | 1 250 479 € |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb | |
| Révisabilité des taux d'intérêt | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 % | |

| | | |
|--|---|--------|
| Taux annuel de progressivité | 0 à 0,50 % maximum | |
| Révisabilité des taux de progressivité | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 % | |
| Modalité de révision | simple révisabilité | |
| Préfinancement | de 3 à 24 mois maximum | |
| Périodicité des échéances | annuelle | |
| Profil d'amortissement | amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés) | |
| Durée | 40 ans | 50 ans |

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour le prêt PLAI construction et de 50 ans pour le prêt PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 170 713,75 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 2 894 285 € sollicités par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction d'une résidence sociale jeunes de 111 logements sociaux d'insertion, ZAE Aftalion à Baillargues ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : LOGEMENT – RÉHABILITATION DE 4 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "PAGES" - 3 RUE PAGÈS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la réhabilitation lourde d'un immeuble ancien, conventionné à l'APL, situé 3 rue Pagès, quartier Figuerolles à Montpellier. Les travaux ont notamment pour objet de créer des logements plus grands, soit un T2 par pallier à partir de deux T1, ramenant le nombre total de logements de l'immeuble de 7 à 4.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le Prêt Amélioration (PAM) d'un montant total de 311 000 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération de réhabilitation.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre du règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation | PAM |
|---|---|
| Montant du prêt | 311 000 € |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb |
| Révisabilité des taux d'intérêt | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 % |
| Taux annuel de progressivité | 0 à 0,50 % maximum |
| Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A |
| Modalité de révision | simple révisabilité |
| Préfinancement | néant |
| Périodicité des échéances | annuelle |
| Profil d'amortissement | Amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés) |
| Durée | 20 ans |

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit 20 ans, jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuelle dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 233 250 € représentant 75 % du prêt d'un montant total de 311 000 €, sollicité par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation lourde d'un immeuble de 4 logements sociaux situé 3 rue Pagès à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « JARDIN ROYAL » - AVENUE DE L'EUROPE À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 40 logements sociaux dont 10 en usufruit locatif social, résidence « Jardin Royal », 1613 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Icade, comprend 21 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 9 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 10 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS) en usufruit locatif social.

Le dispositif « d'usufruit locatif social » repose sur le principe de démembrement de propriété qui consiste à dissocier, pour une durée déterminée, la nue-propriété acquise par un investisseur privé, de l'usufruit acquis par un bailleur social, ici le Nouveau Logis Méridional pour une période de 15 ans.

Le projet a été conçu par Pierre TOURRE, architecte à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les cinq emprunts d'un montant total de 2 864 100 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 830 780 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 677 477 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 612 696 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 273 298 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 469 849 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation | PLUS construction | PLUS foncier | PLAI construction | PLAI foncier | PLS |
|--|--|-----------------|--|--------------|---|
| Montant du prêt | 830 780 € | 677 477 € | 612 696 € | 273 298 € | 469 849 € |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb | | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb | | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 111 pdb |
| Révisabilité des taux d'intérêt | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 % | | | | |
| Taux annuel de progressivité | 0 à 0,50 % maximum | | | | |
| Révisabilité des taux de progressivité | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A | | | | |
| Modalité de révision | Simple Révisabilité | | | | |
| Préfinancement | de 3 à 24 mois maximum | | | | néant |
| Périodicité des échéances | annuelle | | | | |
| Profil d'amortissement | amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés) | | | | |
| Durée | 40 ans | 50 ans | 40 ans | 50 ans | 15 ans |

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuelles dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le bailleur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette

contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 148 075 €, représentant 75 % des cinq prêts d'un montant total de 2 864 100 € sollicités par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 40 logements locatifs sociaux, résidence « Jardin Royal », 1613 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "MAS COBADO" - ZAC DES GRISETTES LOT 5A1 ET 5A2 À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création de 5 logements sociaux, opération « Mas Cobado », ZAC des Grisettes lot 5A1 et 5A2 à Montpellier. L'opération s'inscrit dans le cadre d'un projet d'habitat participatif, permettant aux futurs habitants, regroupés en association et accompagnés par une assistance à maîtrise d'ouvrage spécialisée dans ce type de projets, de s'impliquer dans la programmation, la conception et la gestion de leur logement. Le programme comprend au total 23 logements dont :

- 3 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), objets de la présente délibération,
- 9 logements en accession social à la propriété (PSLA),
- 10 logements en accession libre.

Le projet a été conçu par le cabinet « Architecture Environnement ».

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 659 288 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 112 259 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 33 418 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 412 511 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 101 100 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

| Désignation | PLUS construction | PLUS foncier | PLAI construction | PLAI foncier |
|---------------------------------|--|--------------|---|--------------|
| Montant du prêt | 112 259 € | 33 418 € | 412 511 € | 101 100 € |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb | | taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb | |
| Révisabilité des taux d'intérêt | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 % | | | |
| Taux annuel de progressivité | de -3% à 0,50% | | | |

| | | | | |
|--|---|--------|--------|--------|
| Révisabilité des taux de progressivité | à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 % | | | |
| Modalité de révision | double révisabilité | | | |
| Durée de la phase de préfinancement | de 3 à 24 mois | | | |
| Périodicité des échéances | annuelle | | | |
| Profil d'amortissement | amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés) | | | |
| Durée | 40 ans | 50 ans | 40 ans | 50 ans |

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 494 466 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 659 288 € sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, résidence "Mas Cobado", ZAC des Grisettes Lot 5A1 et 5A2 à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements situés dans la commune de Montpellier, dont deux occupés par des propriétaires aux ressources très modestes et un logement locatif, pour un montant total de 12 000 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE DES CÉVENNES 2010-2015 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE SEPT LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par les délibérations n°9520 du 27 mai 2010 et n°10194 du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Cévennes 1, comprenant 444 logements. Celle-ci prévoit la réhabilitation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété, ainsi que la mise aux normes de 145 appartements, dont 41 à statut locatif et 104 occupés par des propriétaires modestes.

Au titre de ses compétences politique de la ville et équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Anah dont l'attribution lui est déléguée, des aides propres aux propriétaires occupants modestes, à hauteur de 10% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 000 € de subvention par logement, et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés, à hauteur de 10% et 15% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 500 € et 2 250 € de subvention par logement, selon que le loyer conventionné est de niveau intermédiaire ou social.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de sept logements de la copropriété, dont six appartenant à des propriétaires occupants aux revenus très modestes et un logement locatif, pour un montant total de 4 592 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et le propriétaire bailleur à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'Anah, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017- QUARTIERS SAINT-GUILHEM / LAISSAC / SUD COMÉDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°10886 du 24 mai 2012, le Conseil Communautaire a décidé la participation de Montpellier

Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Saint Guilhem / Laissac/ Sud Comédie pour la période 2012-2017, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur ».

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100 €/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la rénovation d'un logement locatif de type 1 de 25 m², situé 5 rue Albert Leenhardt à Montpellier. Le projet, d'un coût total de 38 920 € TTC, consiste en la réhabilitation complète du logement. Le gain énergétique attendu à l'issue des travaux est de 62% (étiquette G à D).

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- Subvention ANAH : 18 627 €, dont prime réduction de loyer de 3 750 €
- Subvention Etat au titre du programme « Habiter Mieux » : 2 000 €
- Subvention Montpellier Méditerranée Métropole : 4 500 €, dont prime de remise sur le marché d'un logement vacant de 2 000 € et prime de réduction de loyer de 2 500 € (100 €/m²)
- Reste à charge propriétaire : 13 793 €

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer règlementé. Il signera une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et le loyer pratiqué.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 4 500 € à M. et Mme Philippe LAFFONT et Emmanuelle PERRIN demeurant 5 rue Albert Leenhardt à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée, et sur présentation par le propriétaire bailleur de ses engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE TRENTE-HUIT LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, Montpellier Méditerranée Métropole a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de

trente-huit logements situés dans les communes de Castries, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint Jean de Védas, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone, dont neuf locatifs et vingt-neuf occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 153 225 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires bailleurs s'engagent à pratiquer loyer modéré pendant 9 ans et les propriétaires occupants à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : LOGEMENT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - QUARTIER CÉVENNES - PLAN DE SAUVEGARDE DU PETIT BARD- ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE
M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibérations n°12631 du 27 novembre 2014, n°10614 du 30 janvier 2012, n°9185 du 27 octobre 2009 et n°7877 du 02 octobre 2007, le Conseil Communautaire a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au programme de réhabilitation des logements privés du quartier du Petit Bard à Montpellier, qui s'inscrit dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de la commune.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte une subvention de :

- 20% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants à ressources modestes ;
- 25% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants aux ressources très modestes ;
- 10% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné intermédiaire ;
- 15% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné social ;

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à un propriétaire occupant disposant de ressources très modestes, pour la réhabilitation de son logement de type 5 de 73 m², situé dans le bâtiment G3. Le projet concerne la réhabilitation globale du logement.

Le coût des travaux s'élève à 9 265 € HT et correspond à la dépense subventionnable calculée par l'ANAH.

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- Subvention ANAH : 4 633 €
- Subvention Montpellier Méditerranée Montpellier : 25 % soit 2 316 €
- Subvention Ville de Montpellier : 927 €
- Reste à charge propriétaire : 1 389 €

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 2 316 € à M. et Mme Abderrahmane et Hatima EL RHALBI demeurant Résidence Le Chenier Bâtiment G3 rue Paul Rimbaud à Montpellier;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : PROXIMITÉ ET RELATIONS USAGERS – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT POUR L'ACQUISITION DE 250 TRANSMETTEURS TÉLÉALARME - APPROBATION

M. L. JAOUL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la proximité, relations aux usagers, complexe funéraire, chasse et pêche, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole offre aux personnes âgées ou aux personnes en état de dépendance la possibilité de bénéficier de transmetteur de téléalarme à leur domicile. Cette prestation contribue à leur maintien à domicile.

Une dotation de 50 000 € est inscrite au budget primitif 2015 pour l'acquisition de transmetteurs. Cette dotation devrait permettre l'acquisition d'environ 250 nouveaux appareils.

Le règlement d'aide du Département de l'Hérault prévoit l'attribution de subvention pour l'acquisition de ce type de matériel.

Il est proposé au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole de solliciter une subvention du Département de l'Hérault pour l'acquisition de 250 transmetteurs supplémentaires de téléalarme dans le cadre des prévisions budgétaires de l'exercice 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention pour l'année 2015 auprès du Département de l'Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : FINANCES – ORGANISMES EXTÉRIEURS - ASSOCIATION FINANCES GESTION ÉVALUATION (AFIGESE), ASSEMBLÉE DES COMMUNAUTÉS DE FRANCE (ADCF) - ADHÉSION 2015 - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans une logique permanente et continue de développement du pilotage de l'action de ses services autour du développement des métiers et compétences en finances et contrôle de gestion.

C'est pourquoi, elle souhaite adhérer à l'association AFIGESE dont le siège social est localisé à Saint-Herblain.

L'objet de cette association est :

- de faciliter les échanges d'expérience entre collectivités territoriales dans le cadre des fonctions finances, contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques ;
- de diffuser un savoir faire professionnel notamment par le vecteur de la formation sur ces trois fonctions ;
- de promouvoir ces fonctions et les métiers qui s'y rattachent en participant à leur structuration et à leur reconnaissance.

Elle compte aujourd'hui plus de 80 collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale adhérents.

Le montant annuel pour la double adhésion s'élève à 680 euros.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite participer aux grands débats relatifs à l'organisation territoriale française. Pour cela, elle envisage son adhésion à l'association Assemblée des Communautés de France (AdCF) qui représente la fédération nationale des élus de l'intercommunalité.

Le montant annuel de l'adhésion s'élève à 9 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la double adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association AFIGESE pour un montant de 680 € ;
- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association AdCF,
- confirmer la désignation de M. Lévit, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, afin de la représenter auprès desdites associations, notamment lors des votes aux assemblées générales,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2015, chapitre 930,
- autoriser M. le Président à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°31 : FINANCES – ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION AUX COMMUNES POUR L'EXERCICE 2015

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, implique des transferts de compétence, notamment en matière de voirie et d'espace public, d'urbanisme et de développement économique, des communes à cette dernière. Ces transferts doivent être le plus neutre possible sur les finances des communes comme de l'EPCI. A ce titre, la loi prévoit que cette neutralité est assurée par une diminution des attributions de compensation perçues par les communes, à due concurrence des dépenses nettes liées aux compétences transférées.

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lieront Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. La loi de finances rectificative n°2014-1655 du 29 décembre 2014, fixe le mode d'adoption des transferts de charges par délibérations concordantes du Conseil de Métropole, statuant à la majorité qualifiée, et des conseils municipaux des communes membres à la majorité simple.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel de cette attribution doit être notifié aux Communes avant le 15 février 2015. Il a été fixé par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) qui s'est réunie le 26 janvier dernier, afin de rendre ses conclusions sur l'évaluation des charges transférées dans le cadre des transferts de compétences voirie, nettoyage, énergie, Plan Local d'Urbanisme, aires d'accueil des gens du voyage, tourisme, défense extérieure contre l'incendie et contributions au SDIS.

En outre, la CLETC a fixé précisément les modalités de calcul de l'attribution de compensation prévisionnelle 2015 comme suit :

- Voirie-Nettoielement :

Fonctionnement : prise en compte de la moyenne des deux dernières années connues ;

Investissement : calcul basé sur 70% de la moyenne des dépenses d'investissement nettes des recettes sur les neuf dernières années.

- Energie :

Fonctionnement : calcul basé sur les recettes de l'année 2013.

- Plan Local d'Urbanisme :

Fonctionnement : évaluation établie sur une moyenne sur trois ans des charges de personnel ;

Investissement : calcul basé sur le coût moyen par habitants des études de chaque strate de population arrêtée, multiplié par la population de la commune.

- Aires d'accueil des gens du voyage :

Fonctionnement : prise en compte de la somme de toutes les charges nettes actuelles des communes rapportée à la population de la Métropole, puis multipliée par la population de la commune ;

Investissement : évaluation basée sur le coût de réalisation de l'aire (hors terrain), minorée du FCTVA et des subventions reçues, rapporté à 20 ans.

- Tourisme :

Fonctionnement : calcul fondé sur les dépenses de l'année 2013.

- Défense Extérieure Contre l'Incendie :

Fonctionnement : 80 € par hydrant.

Incendie et secours : contribution au SDIS :

Fonctionnement : prise en compte du montant de la contribution des communes concernées par le transfert en 2014.

- Charges indirectes :

Ces charges concernent une quote-part (6%) des charges de personnel des services dont les interventions sont transversales et les charges de structure rattachées aux compétences voirie et nettoyage au titre des fournitures, locaux, téléphone, assurance,...calculées à partir d'un taux de 3% appliqué aux charges du personnel affecté totalement ou partiellement à la compétence et aux « fonctions support » estimées soit aux 6% des charges de personnel des services fonctionnels dont les interventions sont transversales.

Afin de procéder au versement de l'attribution de compensation, il convient de délibérer sur son chiffrage

prévisionnel ; l'attribution de compensation définitive devant être établie avant le 31 décembre 2015.
Montants prévisionnels pour 2015 :

1) Du point de vue de la comptabilité communale :

| Communes | Attribution de Compensation 2014 perçue par la Commune | Attribution de Compensation 2014 versée par la Commune | Attribution de Compensation provisoire 2015 perçue par la Commune | Attribution de Compensation provisoire 2015 versée par la Commune |
|---------------------------|--|--|---|---|
| Baillargues | 527 615,12 | | | 262 421 |
| Beaulieu | 32 521,16 | | | 134 856 |
| Castelnau le Lez | 988 348,60 | | | 1 294 267 |
| Castries | 555 065,70 | | | 127 327 |
| Clapiers | 29 030,40 | | | 362 708 |
| Cournonsec | 294 723,24 | | 83 979 | |
| Cournonterral | 221 167,32 | | | 474 150 |
| Fabrègues | 1 184 900,38 | | 202 337 | |
| Grabels | 188 241,40 | | | 540 763 |
| Jacou | | 241 386,96 | | 611 315 |
| Juvignac | | 99 444,04 | | 1 205 915 |
| Lattes | 2 407 449,48 | | 210 692 | |
| Lavérune | 1 148 278,80 | | 761 758 | |
| Le Crès | 51 386,28 | | | 916 399 |
| Montaud | 18 237,62 | | | 69 306 |
| Montferrier-sur-Lez | | 249 875,24 | | 544 939 |
| Montpellier | | 6 141 159,56 | | 47 891 323 |
| Murviel les Montpellier | 10 527,18 | | | 166 531 |
| Pérols | 416 944,25 | | | 1 365 862 |
| Pignan | 254 586,04 | | | 322 897 |
| Prades le Lez | | 217 180,16 | | 649 689 |
| Restinclières | 31 945,60 | | | 116 210 |
| Saint-Brès | 128 895,68 | | | 190 243 |
| Saint-Drézéry | 142 558,68 | | | 67 462 |
| Saint Geniès des Mourgues | 73 936,76 | | | 141 840 |
| Saint Georges d'Orques | 584 170,44 | | 102 496 | |
| Saint-Jean-de-Védas | 1 255 266,63 | | 21 240 | |
| Saussan | 44 038,76 | | | 139 276 |
| Sussargues | 61 043,16 | | | 188 892 |
| Vendargues | 2 564 170,40 | | 1 463 103 | |
| Villeneuve-lès-Maguelone | 574 174,12 | | 8 306 | |

| | | | | |
|--------------|----------------------|---------------------|------------------|-------------------|
| TOTAL | 13 789 223,20 | 6 949 045,96 | 2 853 911 | 57 784 591 |
|--------------|----------------------|---------------------|------------------|-------------------|

2) Du point de vue de la comptabilité Métropole :

| | |
|--|-------------------|
| Attribution de Compensation versée par Montpellier Méditerranée Métropole = dépense | 2 853 911 |
| Attribution de Compensation reçue par Montpellier Méditerranée Métropole = recette | 57 784 591 |

Par ailleurs, il est proposé d'élargir à 31 membres, soit les 31 maires des communes de Montpellier Méditerranée Métropole, le groupe de pilotage, prévu par le règlement intérieur de la CLETC du 19 juin 2014, qui peut, le cas échéant, participer à l'élaboration du rapport soumis à la Commission.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant des attributions de compensation provisoires des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2015,
- approuver la modification du règlement intérieur de la CLETC,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (cinq abstentions).

Se sont abstenus : M. Jean-Marc ALAUZET, M. Geniès BALAZUN, Mme Michelle CASSAR, Mme Mylène FOURCADE, M. Thierry QUILES

AFFAIRE N°32 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I-Création de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs le poste mentionné dans **l'annexe 1** ci-jointe.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 03 février 2015.

III-Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 03 février 2015.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV- Gestion du personnel et des emplois dans le cadre de la création d'une Société Anonyme d'économie mixte locale (SAEML)

Le Service Funéraire de Montpellier Agglomération (SFMA) a été transformé en Société Anonyme d'économie mixte locale (SAEML) à compter du 1^{er} janvier 2015 conformément à la délibération n°10695 du 29 février 2012 approuvant le principe d'une délégation de service public.

En conséquence, il est proposé en **annexe 4** ci-jointe, d'assurer la gestion du personnel de la SAEML de la façon suivante :

Les fonctionnaires sont mis à disposition à compter du 1^{er} janvier 2015, suite à leur droit d'option.

Les agents sous contrat de droit privé sont transférés automatiquement à la SAEML à compter du 1^{er} janvier 2015.

V-Confirmation de postes :

a) Par délibération **n°11497 du 11/04/2013**, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour

exercer des fonctions de conseiller en création d'entreprise innovante au sein du service Business Innovation Center (n° du poste : 2004-032) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : assure l'accompagnement efficace et contribue à la création d'entreprises ambitieuses et pérennes, participe aux actions de sensibilisation à la création d'entreprises, élabore et améliore des outils de formation et assure une veille économique dans les domaines innovants.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle significative sur un poste à responsabilité dans une structure de conseil ou d'une pépinière d'entreprise et être titulaire d'une formation supérieure d'un niveau Bac + 3.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des porteurs de projets dans la réalisation de leur plan d'affaire sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des mises en conformité et confirmations de postes;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : CULTURE – CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC LA SOCIÉTÉ 7LTV - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La société 7LTV exploite son canal de télévision local sous la marque « TV Sud Montpellier » en vertu d'une convention conclue avec le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel en date du 27 juin 2006.

La loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de la communication définit des grands principes qui régissent son activité :

- respect du pluralisme de l'information
- indépendance éditoriale
- vocation locale des émissions
- volonté d'atteindre tous les publics en leur offrant un espace d'expression où les problèmes de la vie courante sont privilégiés

Ce dispositif législatif est complété par l'article L 1426-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui permet aux collectivités territoriales ou à leurs groupements de conclure avec une personne morale à qui est confié un service de télévision locale, un contrat d'objectif et de moyens définissant les missions de service public qui incombent à cette chaîne et leurs conditions de mise en œuvre, notamment financières, pour une durée comprise entre 3 et 5 ans.

Par délibération n°10570 du 20 décembre 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec la société 7LTV pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2012, au terme de laquelle 7LTV assurait notamment, en contrepartie d'une participation annuelle forfaitaire de 300 000 € H.T., la couverture des principales manifestations sportives, culturelles, économiques, touristiques et ludiques organisées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ainsi que le suivi régulier des principales opérations d'investissements et des actions majeures menées sur le long terme par la Communauté d'Agglomération, conformément à ses compétences.

Cette convention a été reconduite de manière tacite au 1^{er} janvier 2015. Compte tenu du retour d'expérience de ce partenariat sur les trois derniers exercices, il est proposé d'ajuster le montant de la participation annuelle forfaitaire de Montpellier Méditerranée Métropole à 250 000 € HT. pour l'année 2015. En outre, le terme de la convention est fixé au 31 décembre 2015. Ces modifications nécessitent la conclusion d'un avenant n°1 à la convention pluriannuelle d'objectifs.

Les autres clauses de la convention demeurent inchangées. En particulier, les missions de service public dévolues à la société 7LTV sont maintenues et réalisées en :

- Diffusant des programmes qui devront :
 - couvrir tous les aspects de la vie locale : social, économie, culture, politique, vie scolaire et universitaire, développement durable, faits de société et solidarité,
 - favoriser la lisibilité de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du grand public notamment en valorisant aussi bien son unicité que la diversité de ses quartiers et de ses communes,
 - rendre compte de la vie publique locale selon une démarche pluraliste,
 - rendre compte de la vie économique et sociale du territoire,
 - favoriser l'expression des citoyens sur des thèmes qui impliquent leur vie quotidienne,
 - accompagner et valoriser les initiatives locales,
 - promouvoir la télévision de proximité comme un outil de démocratie participative
- Assurant la couverture des principales manifestations sportives, culturelles, économiques, touristiques et ludiques organisées par Montpellier Méditerranée Métropole
- Assurant un suivi régulier des principales opérations d'investissements et des actions majeures menées sur le long terme par la Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à ses compétences

La société 7LTV s'engage à ce que la diffusion ou la rediffusion d'émissions d'expression locale représente plus de 50% du temps total de diffusion. Elle s'engage en outre à archiver sur support numérique toutes les émissions locales et constituer de ce fait un patrimoine audiovisuel qui pourra être librement utilisé par Montpellier Méditerranée Métropole, pour son propre usage, à des fins non commerciales. Enfin, à titre subsidiaire elle s'engage à développer des actions de professionnalisation aux métiers de l'audiovisuel avec les organismes de formation et le tissu universitaire, notamment dans le cadre de stages.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec la société 7LTV,
- fixer le montant de la participation annuelle forfaitaire 2015 à 250 000 € H.T.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 934 et 939,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susvisée ainsi que tout autre document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LA COMMUNE DE CORTONE (ITALIE) POUR L'EXPOSITION « L'ÉCRITURE ÉTRUSQUE » - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole et le Musée de l'Académie Étrusque de Cortone (MAEC, Italie) ont décidé de s'associer afin d'organiser conjointement une exposition temporaire intitulée « *L'écriture étrusque* » (titre provisoire). Celle-ci sera présentée au musée Henri Prades de Lattes du 17 octobre 2015 à mars 2016, puis au musée de Cortone d'avril à juillet 2016.

Cette association a fait l'objet d'une convention de co-organisation, approuvée par le Conseil d'Agglomération en date du 18 décembre 2014 (délibération n°12701), dans laquelle le Musée Henri Prades, le Musée de Cortone et Le Louvre assument conjointement la conception scientifique et l'élaboration du catalogue de l'exposition. Le Musée Henri Prades et le Musée de Cortone prennent en charge l'organisation et le financement de l'exposition ainsi que le financement de son catalogue.

L'organisation de cette exposition nécessitera la passation de marchés auprès de prestataires spécialisés. Or la réalisation commune de ces prestations conduirait à des gains financiers globaux pour les deux entités publiques, à la possibilité de rationaliser ces dépenses, et de réaliser des économies d'échelle. Dans cette perspective de recherche permanente de sources d'économie, le code des marchés publics autorise ce type de regroupement d'entités publiques.

Il est ainsi envisagé de constituer un groupement de commandes sur le fondement du décret n°2006-975 du 1^{er} août modifié portant code des marchés publics, et notamment son article 8, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Cortone, en vue de la passation de marchés portant sur les prestations suivantes :

- caisserie ; emballage et transport intermédiaire du mobilier archéologique.

Le montant global des besoins de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Cortone est estimé entre 180 000€ HT et 200 000€ HT dont environ 100 000 € HT pour les besoins du Musée Lattara.

Un projet de convention a été élaboré à cet effet. Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur

du groupement, chargée de conduire la procédure d'appel à la concurrence, dans le cadre du code des marchés publics français, et mandatée pour signer et notifier les marchés.

Cette convention stipule notamment que les frais de publicité et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur désigné. Concernant le règlement du marché à intervenir, le contrat fait l'objet d'une annexe financière qui soit individualise précisément les sommes dues par chaque membre du groupement, soit, lorsqu'une telle individualisation ne peut être déterminée lors de la passation du contrat, indique les modalités de sa détermination (clé de répartition).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Cortone (Italie) pour l'exposition « L'écriture étrusque » ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention de groupement de commandes publiques pour l'exposition « L'écriture étrusque », ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - "CITY CARD" - CONVENTION AVEC L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'office de Tourisme de Montpellier est un des relais touristique majeur de la région. Il s'implique dans la promotion de Montpellier et de ses équipements qui constituent le maillage culturel et touristique du territoire.

La « City Card Montpellier » est un dispositif proposé aux touristes afin de favoriser leur découverte de la ville par le biais de différentes prestations touristiques, culturelles et ludiques, gratuites ou à tarif réduit.

Depuis 2012, le site archéologique Lattara, musée Henri Prades, est membre de la « City Card Montpellier » ; le musée Fabre s'est intégré à ce dispositif pour l'année 2015.

Afin d'élargir encore les prestations aux établissements culturels métropolitains, il est proposé d'y intégrer le Planétarium Galilée qui répond à une demande touristique puisque près de 80% de sa fréquentation estivale est d'une origine extérieure au département de l'Hérault.

La convention de partenariat entre l'Office de Tourisme et le Planétarium Galilée, établie dans ce cadre, a pour but de définir les engagements de part et d'autre.

L'Office de Tourisme s'engage à :

- réaliser des opérations de promotions spécifiques mettant en avant la destination Montpellier et les prestataires participant à l'opération « City Card Montpellier » ;
- prendre en charge la réalisation de la « City Card Montpellier » ainsi que les documents locaux pour la promotion de cette opération ;
- Transmettre au Planétarium Galilée un bilan de l'opération.

Le Planétarium Galilée s'engage à :

- accorder une réduction 1 € sur le tarif adulte et de 0,50 € sur le tarif enfant sur l'ensemble de ses séances publiques ;
- appliquer l'offre de la « City Card Montpellier » toute l'année, y compris juillet et août, tous les jours d'ouverture de l'établissement ;
- informer l'Office du Tourisme de toute variation de tarifs d'une période à une autre. ;
- envoyer le bilan des entrées City Card tous les trimestres.

La convention prend effet dès sa signature. Elle est valable jusqu'au 31 décembre 2015, puis tacitement renouvelable par période d'un an.

Ce partenariat à travers l'adhésion du planétarium Galilée à l'opération City Card permettra d'élargir le champ des visiteurs, notamment touristes français ou étrangers, du planétarium.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat "City Card" avec l'office de Tourisme de Montpellier,
- approuver l'application des réductions susmentionnées sur les tarifs adultes et enfants aux détenteurs de la "City Card" pour les séances publiques,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le président de la Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat

susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : CULTURE – MUSÉE FABRE - VENTE DU CATALOGUE DE L'EXPOSITION 2012 "CORPS ET OMBRES, CARAVAGE ET LE CARAVAGISME EN EUROPE" EN LIBRAIRIES ET POINTS DE VENTE SPÉCIALISÉS - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibérations n°7934 du 16 novembre 2007, n°10680 du 29 février 2012, n°10868 du 24 mai 2012 et n°11503 du 11 avril 2013, le Conseil a autorisé la vente de catalogues et publications du musée Fabre. Il convient aujourd'hui de compléter la liste de ces ouvrages.

Le musée Fabre, en effet, possède des exemplaires de publications du catalogue de l'exposition d'été 2012 « *Corps et Ombres, Caravage et le Caravagisme en Europe* » non diffusés. Afin d'assurer sa commercialisation, il est proposé de le vendre à la librairie SAURAMPS du musée Fabre ainsi qu'à certains points de vente spécialisés, au fur et à mesure des besoins et selon les tarifs suivants :

- Prix public : 39 €
- Prix de vente consenti aux points de vente spécialisés : 27,30 €.

Les références de l'ouvrage sont les suivantes :

Hilaire Michel, Hémery Axel, *Corps et ombres : Caravage et le caravagisme en Europe : exposition, Montpellier, musée Fabre, du 22 juin au 14 oct. 2012*, Milan (Italie), 5 continents éditions, 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la vente du catalogue "Corps et Ombres, Caravage et le caravagisme en Europe" en librairies et points de vente spécialisés aux prix de vente susmentionnés,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION AVEC LES ÉDITIONS MÉRIDIANES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les éditions Méridiennes (sous la responsabilité de l'Association Méridienne) ont souhaité publier une série d'ouvrages concernant le musée Fabre et ses collections au rythme de 2 titres par an. Ces ouvrages ont pour auteur une personnalité montpelliéraine ou non, entretenant avec le musée et ses collections une relation intime et singulière. Ces personnalités peuvent appartenir au monde littéraire, scientifique, médical, etc.... ; elles ont à traduire le regard particulier qu'elles portent sur le musée et ses collections.

La publication de ces ouvrages nécessite l'autorisation de reproduire des œuvres du musée qui seront choisies par l'auteur après concertation avec le responsable des éditions Méridiennes et les conservateurs du musée.

Durant l'année 2009, deux personnalités ont été contactées : René Pons, écrivain et auteur déjà d'un opuscule (publié par *Papiers Libres*, ESCA, Milhaud, Gard, et consacré à un libre parcours du musée Fabre) ; et Vincent Bioulès, peintre et amateur assidu et passionné des œuvres du musée.

Ces deux ouvrages ont été publiés suite à une première convention avec le musée Fabre et Montpellier-Agglomération en 2010 : René Pons : « Une Cythère infinie » ; Vincent Bioulès : « Allons au musée Fabre... »

Un troisième ouvrage a été publié en mars 2011 avec un écrivain reconnu, vivant à Montpellier : Régine Detambel : « Le musée Fabre par 4 chemins ».

Un quatrième ouvrage (2012) a rassemblé des textes déjà édités (et quelques inédits) de Camille Descossy, ancien directeur de l'Ecole des Beaux-Arts de Montpellier et de Paul Valéry.

Pour 2015, deux titres sont en préparation : l'un avec Daniel Dezeuze qui fait l'objet de cette convention : *Brèves de musée – 50 haïkus pour 50 chefs d'œuvre*. La parution est prévue pour fin février 2015. Le second ouvrage rassemblera les textes de Frédéric Jacques Temple et ceux d'Alain Clément. Il devrait paraître en avril 2015 et fera l'objet d'une autre convention.

Afin d'établir les conditions dans lesquelles le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole consent à céder à l'Association Méridienne les droits de reproduction des œuvres sélectionnées pour l'ouvrage de Daniel Dezeuze, il est nécessaire d'établir une convention entre la Métropole et l'Association Méridienne. Celle-ci stipule notamment que le musée Fabre s'engage à fournir à l'Association Méridienne les photographies couleur des œuvres

sélectionnées, libres de droit, en contrepartie de quoi l'Association Méridiane s'engage à fournir au musée Fabre cent exemplaires de l'ouvrage de Daniel Dezeuze.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Méridiane,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

L'affaire 38 est retiré de l'ordre du jour.

AFFAIRE N°39 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CRÉATION DE NOUVEAUX TARIFS DE LA BOUTIQUE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Une éclipse partielle du soleil sera visible dans l'ensemble de l'Europe le vendredi 20 mars 2015 ; à Montpellier la lune occultera 60% de la surface du soleil à 10h22. Cet événement astronomique suscitera l'intérêt du public et bénéficiera d'une couverture médiatique du fait de sa rareté puisqu'il faudra attendre août 2026 pour bénéficier d'une éclipse aussi intéressante.

Le planétarium Galilée s'associera à la Faculté des Sciences pour donner au grand public l'occasion d'observer cette éclipse. Cela se fera tout d'abord par une opération de sensibilisation sur la place de la Comédie à Montpellier le samedi 14 mars 2015. Ces mêmes partenaires mettront en place sur ce même lieu, avec le concours d'associations d'astronomes, toute une batterie d'instruments d'observation tout en assurant une fonction de médiation scientifique.

Il convient aussi de prévoir des instruments d'observation pour le grand public qui aura la possibilité d'observer le phénomène en d'autres lieux. C'est pourquoi le planétarium Galilée s'est porté acquéreur de 3 000 lunettes en polymère noir certifiées par l'intermédiaire de l'Association des Planétariums de langue Française, lunettes qui seront mises en vente dans la boutique du planétarium.

Il convient donc d'intégrer ce nouveau produit à la liste des produits mis en vente par la boutique du planétarium Galilée. Il est proposé d'en fixer le prix à 1€ à l'unité. Pour les associations ou structures scolaires qui seraient désireuses de réaliser un achat groupé, il est proposé d'appliquer un tarif unitaire de 0,60 € pour un achat de 50 unités minimum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs des lunettes spéciales "éclipse" pour la boutique du Planétarium Galilée,
- dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : CULTURE – RECONSTRUCTION DE LA MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE À CASTELNAU-LE-LEZ - MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE N°3411DC13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°11636 du 26 juin 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le programme et le budget de l'opération de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez, et autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre, conformément à l'article 74 chapitres II et III du Code des marchés publics.

La procédure de concours a été lancée le 7 août 2013. Les 5 candidats admis à présenter un projet ont été sélectionnés à l'issue d'un premier jury qui s'est tenu le 24 janvier 2014. Ces candidats se sont vus remettre le cahier des charges le 28 mai 2014, avec remise des projets fixée au 8 septembre 2014.

Par délibération n°12411 du 31 juillet 2014, le Conseil de Communauté a désigné les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier composant le jury de concours de maîtrise d'œuvre.

A l'issue du concours susmentionné, le jury réuni le 15 octobre 2014, après examen des 5 projets et des maquettes réalisées dans le respect des dispositions relatives à l'anonymat, a globalement apprécié les éléments suivants :

Projet n°1 :

Ce bâtiment réalise la meilleure insertion urbaine de l'ensemble des projets dans le respect de la place existante ; l'accès à l'espace public côté Sud est très bien traité ; des terrasses suspendues côté Sud agrémentent chaque

niveau public tout en réalisant une isolation thermique de la façade la plus exposée ; toutefois la fonctionnalité souffre d'un 2ème étage public qui risque d'imposer la présence d'agents supplémentaires.

Projet n°2 :

Ce projet, principalement de plain-pied ne répond pas à la demande du programme d'accès au jardin depuis la place de l'Europe ; de plus sa fonctionnalité souffre d'un éloignement des locaux du personnel et de l'aire de livraison.

Projet n°3 :

L'aspect très monolithique de ce bâtiment semble très difficilement s'insérer dans le cadre de la place de l'Europe et de l'allée de la Rose de France ; quoiqu'offrant une bonne fonctionnalité, des difficultés de maintenance sont à craindre en rapport à la chaufferie et à l'évacuation des eaux de pluie.

Projet n°4 :

L'insertion urbaine de ce bâtiment est jugée comme n'étant pas bonne due à une façade Ouest très hétéroclite et une façade Nord très linéaire ; le parti pris architectural, en ruban et trop étendu sur la parcelle, laisse présager des locaux relativement sombres et des façades très exposées à de possibles dégradations. La fonctionnalité est bonne, bien que pénalisée par la présence de sept marches dès l'entrée. De plus, un linéaire très important de toiture laisse présager un coût de fonctionnement majoré.

Projet n°5 :

Ce bâtiment réalise une bonne insertion urbaine tout en donnant un accès intelligent avec l'espace public coté Sud ; toutefois le bardage métallique proposé semble à la fois trop trancher avec les bâtiments existants sur la place et potentiellement poser des problèmes de durabilité dans le temps. De plus, le jury a souligné le fait que la façade exposée plein sud semble assez mal protégée des surchauffes dues à l'ensoleillement.

Tel qu'il résulte de ces appréciations, le jury a donc réalisé la proposition de classement des projets suivante :

- 1^{er} – candidat 1
- 2^{ème} – candidat 5
- 3^{ème} – candidat 3
- 4^{ème} – candidat 4
- 5^{ème} – candidat 2

Le jury a en effet considéré que la proposition du candidat classé en 1^{ère} position apportait la réponse la plus pertinente en termes de:

- respect des données et objectifs du programme,
- insertion du bâtiment dans le paysage urbain de Castelnau-Le-Lez.
- qualité et cohérence de la conception architecturale et technique,
- compatibilité du projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle, et l'économie globale du projet comprenant la qualité de la prise en compte de la demande de création d'un bâtiment à énergie positive.

La Personne Responsable du Marché a ainsi désigné lauréat de ce concours, après levée de l'anonymat, réception des avis et du PV du jury et examen des offres de prix , le groupement constitué du cabinet François Guibert Architecture, Mandataire, Gabriel Cardin, Architecte, les bureaux d'études techniques DURAND et CALDER Ingénierie et IDB Acoustique acousticien.

Le lauréat a été invité à négocier par la personne responsable du marché. A partir de l'enveloppe financière prévisionnelle du maître de l'ouvrage estimée à 2 700 000 € H.T., la négociation avec le lauréat a notamment abouti à une proposition de forfait provisoire de rémunération, pour la mission de base confiée au groupement, d'un montant de 405 000,17 € H.T. (montant légèrement inférieur à celui proposé initialement par le groupement dans son offre initiale).

Le forfait provisoire de rémunération deviendra, par avenant, définitif, à l'issue des études d'avant projet définitif (A.P.D.), après validation par le Conseil Métropolitain de cet A.P.D conformément aux termes de la loi M.O.P. relative à la maîtrise d'œuvre publique.

Dans le cadre de la négociation, des précisions ont en outre été apportées sur les éléments de missions « études d'exécution » et « synthèse ». Enfin, la répartition des honoraires entre les co-traitants pour la phase de suivi de l'exécution des travaux a été ajustée, afin de correspondre au plus près aux attentes de la maîtrise d'ouvrage en matière de suivi d'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer au groupement représenté par son mandataire, le cabinet d'architecture F.G.A., François Guibert Architecture, le marché de maîtrise d'œuvre n°3411DC13 relatif à la médiathèque Aimé Césaire sur la Commune

de Castelnau-le-Lez, pour un forfait provisoire de rémunération de 405 000,17 € H.T.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché de maîtrise d'œuvre susvisé ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : CULTURE – COMÉDIE DU LIVRE 2015 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Comédie du Livre se déroule chaque année à Montpellier sur la place de la Comédie et l'Esplanade Charles De Gaulle. En 30 ans, cette manifestation est devenue un événement littéraire majeur en France, rendez-vous incontournable des lecteurs de Montpellier et de sa région, et est considérée comme la 2^{ème} manifestation littéraire nationale après le Salon du Livre de Paris. Elle réunit un large public, trois jours durant, autour d'une programmation riche et variée : rencontres et débats, cafés littéraires, expositions, lectures, ateliers et tables rondes, et contribue ainsi à la valorisation du livre et de la lecture, au soutien des acteurs et professionnels du livre en France et en Région, au premier rang desquels la librairie indépendante.

La Comédie du Livre invite chaque année à la découverte de littératures étrangères grâce à une ambitieuse programmation littéraire et artistique. Du 29 au 31 mai 2015, cette fête du livre mettra ainsi à l'honneur les littératures ibériques.

Compte tenu des orientations de sa politique culturelle, et forte des ses activités en matière de lecture publique et de médiation culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole, via son réseau de médiathèques et le musée Fabre notamment, souhaite affirmer le soutien qu'elle apporte à cette manifestation depuis quelques années, en formalisant avec la Ville de Montpellier une convention de partenariat pour la Comédie du Livre 2015.

Cette convention fixe les modalités du partenariat susvisé, au terme duquel Montpellier Méditerranée Métropole s'intègre dans la programmation de la Comédie du Livre 2015 :

- par l'aménagement et l'animation d'un stand dédié,
- par l'organisation d'événements spécifiques : conférences, rencontres, exposition, ateliers,
- par la mise à disposition de certains de ses équipements pour la programmation de la Comédie du Livre : auditorium et pelouse du parvis du musée Fabre pendant les 3 jours, et auditorium de la médiathèque centrale Emile Zola pour y accueillir des rencontres en lien avec le Salon du Livre d'Artistes de Montpellier,
- par la participation à l'appel à projets « Actions et animations Comédie du Livre 2015 » organisée par la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier s'engage quant à elle à associer Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projet susmentionné ainsi qu'à la programmation de la Comédie du Livre 2015, via ses équipements culturels. Elle s'engage en outre à mettre à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole un stand d'une surface de 100m².

Enfin, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent, pour l'ensemble des activités concernées par ce partenariat, à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

La convention à intervenir sera conclue à compter de la date de sa signature jusqu'au 10 juin 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec la Ville de Montpellier dans le cadre de la Comédie du Livre 2015,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - EXTENSION DES MISSIONS À L'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AIDES À LA RÉHABILITATION DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été créé par délibération n°6830 en date du 16 décembre 2005. Effectué en régie avec 2 agents, il assure les missions obligatoires de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif : diagnostics initiaux, contrôle de la conception et de l'exécution puis du bon fonctionnement des installations, diagnostic préalable aux cessions immobilières.

Près de 4 000 installations sont présentes sur le territoire. L'achèvement des diagnostics initiaux mi 2014 sur leur quasi-totalité permet de confirmer le constat d'une forte proportion d'installations non conformes, soit 65% du parc. Près de la moitié d'entre elles présentent des risques sanitaires ou environnementaux. Pour autant, malgré les prescriptions du SPANC, le rythme de mise en conformité de ces équipements reste très lent, le coût des travaux de réhabilitation à la charge des propriétaires pouvant aller jusqu'à 10 000 €, voire au-delà. Sans aide financière et action publique volontariste, aucune amélioration rapide de cette situation ne peut être espérée.

Le 10^{ème} programme 2013-2018 d'aides de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse propose une subvention aux travaux de réhabilitation à hauteur de 3 000 € par installation. L'attribution de cette aide est soumise à quatre conditions :

- l'existence d'un zonage communal à jour,
- l'habitation doit avoir été construite avant 1996,
- le dispositif d'assainissement non collectif doit présenter un risque environnemental ou sanitaire,
- la réhabilitation doit faire l'objet d'une opération groupée de demande d'aides devant transiter par le SPANC, en charge de l'instruction technique et administrative des demandes.

En cas d'habitations regroupées sur une même installation d'assainissement autonome, le forfait d'aide de 3000 € est appliqué autant de fois que d'habitations avec un plafond à 9 000 €. Si le montant de la dépense du particulier est inférieur au montant du forfait, l'aide est plafonnée au montant de la dépense.

Par ailleurs, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse propose le versement au SPANC d'une subvention de 250 € par installation réhabilitée pour l'animation de cette nouvelle mission.

Devant le constat de nécessité d'accélération de la mise en conformité des installations d'assainissement non collectif et compte tenu des conditions d'aides offertes par l'Agence de l'Eau, il est proposé d'étendre les missions du SPANC à « l'instruction des demandes d'aides à la réhabilitation des systèmes d'assainissement autonomes des immeubles non raccordables au réseau public d'eaux usées ». Cette compétence s'inscrit dans la continuité de l'arrêté du 22 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Ce service sera rendu à titre gratuit aux usagers.

Durant toute l'opération de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, le propriétaire demeurera :

- responsable du choix des entreprises d'études et d'exécution des travaux ;
- financeur à 100% des travaux ;
- responsable du bon fonctionnement ainsi que du maintien en état de bon fonctionnement des ouvrages réhabilités.

Le SPANC restituera l'aide financière allouée à l'usager selon les modalités exigées par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse après réception des factures acquittées d'étude(s) et travaux. A cet effet, une convention de mandat doit être établie avec l'Agence de l'Eau autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à attribuer et verser les aides aux particuliers pour son compte.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'extension des missions du SPANC à l'instruction des dossiers de demande d'aide à la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif,
- autoriser la signature de la convention de mandat avec l'Agence de l'Eau autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à attribuer et verser pour son compte les aides aux particuliers pour la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement non collectif,
- solliciter les aides financières relatives aux missions assurées par le SPANC auprès de tous les organismes intéressés, notamment auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE - RÉORGANISATION DU SYSTÈME D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ - DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable, approuvé par délibération n°11594 en date du 23 mai 2013, prévoit parmi les opérations prioritaires la réorganisation du réseau d'alimentation en eau potable de la Commune de Montferrier-sur-Lez en vue de sécuriser l'approvisionnement et garantir la qualité de la distribution.

Cette opération consiste en l'interconnexion des réseaux de la commune au système d'alimentation en eau associé à la source du Lez, pour permettre de desservir de façon pérenne et continue les usagers de cette commune à partir d'une ressource en eau de très bonne qualité ;.

Le programme de travaux retenu pour répondre à cet objectif consiste à :

- créer une station de reprise composée d'une bache de stockage de 140m³ équipée de pompes immergées, alimentant le réservoir de la Deveze et le réservoir du Baillarguet,
- réaliser un local technique accolé à la bache permettant de recevoir l'équipement hydraulique complet, la tuyauterie, la robinetterie, les appareils de comptage, la protection anti-bélier, les armoires électriques avec automate programmable, l'unité de désinfection au chlore gazeux,
- ajouter un regard de comptage en amont de la bache de reprise,
- adapter les ouvrages existants, les captages, les réservoirs et les réseaux d'adduction et de refoulement.

Pour la réalisation de cette opération considérée comme prioritaire par le Schéma Directeur, le bureau d'études INFRAMED a été désigné maître d'œuvre de la construction d'une station de reprise et de l'ensemble des réseaux et ouvrages annexes permettant de relier cette station aux réseaux et réservoirs de la Commune de Montferrier-sur-Lez.

À l'issue des études, le coût des travaux est estimé à 1,6 M € H.T.

Le coût d'opération induit comprenant les honoraires de maîtrise d'œuvre, les campagnes de mesures de topographies et de géotechniques, le CSPS, les essais de réception, les divers et imprévus s'élève à 1,7 M€ H.T., soit 2,04 M€ T.T.C.

Cette opération peut bénéficier des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse notamment qu'il convient de solliciter.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme des travaux de réorganisation du système d'alimentation en eau potable de la Commune de Montferrier sur Lez,
- solliciter de tous les organismes intéressés leurs meilleures aides financières pour cette opération dont le coût global est évalué à 1,7 M€ H.T.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉVELOPPEMENT D'UN OUTIL DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION - DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La charte d'engagements pour l'amélioration de la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement a été approuvée par délibération n° 11704 du 13 juillet 2013. Ces engagements ont été classés selon 5 axes prioritaires : pédagogie et information, exemplarité, transparence, solidarité et protection de la ressource. Un des engagements majeurs retenus en matière d'exemplarité porte sur l'augmentation du rythme de renouvellement des réseaux d'adduction et de collecte « afin de garantir la transmission aux générations futures d'un patrimoine viable et de réduire les fuites ».

Cet engagement répond à la question de la durabilité du service : le niveau de renouvellement des réseaux est en lien direct avec l'impact environnemental des services (préservation de la ressource et des milieux, qualité des rejets), la continuité du service rendu aux usagers (fuites, casses, obstructions...) et le prix de l'eau (fixation d'un niveau tarifaire adapté pour permettre d'assurer le renouvellement des conduites à un taux suffisant).

Afin de répondre à cet engagement, il est nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole développe une politique de gestion patrimoniale de ses réseaux d'eau potable et d'eaux usées cohérente et soutenue. Le Schéma Directeur d'Assainissement et désormais le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable prennent en considération cette nécessité et consacrent une part importante des investissements au renouvellement (7 km de canalisations d'eau potable par an).

Toutefois, la définition du programme pluriannuel de travaux de renouvellement doit pouvoir se baser sur des critères objectifs permettant de classer les interventions par ordre de priorité. Pour cela, et compte tenu de l'importance de ce patrimoine souterrain (1238 km de canalisations d'eau potable et 1461 km de canalisations d'eaux usées), il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole se dote d'un outil d'aide à la décision. Celui-

ci opérera un traitement informatique des données recueillies concernant l'état structurel (âge, matériau, diamètre, fissures, contre-pentes, ...) et fonctionnel (casses, fuites, obstructions, rendement,...) des canalisations. Ces données seront croisées avec des informations externes telles que la programmation des aménagements de voirie, la présence de périmètres de captages, l'analyse coût-bénéfice des travaux par rapport aux objectifs d'amélioration de rendement des réseaux d'eau ou de réduction des intrusions d'eaux claires parasites dans les réseaux de collecte des eaux usées, etc.

Cet outil permettra ainsi de réaliser un programme de travaux financièrement optimisé qui répondra de manière efficace aux objectifs environnementaux et d'amélioration de la qualité de service.

Pour l'acquisition, le développement et le paramétrage de cet outil, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite bénéficier d'une assistance à maîtrise d'ouvrage en phases études et conception. Cette mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, sur une durée prévisionnelle d'environ 3 ans, comprend les missions suivantes :

- l'aide à la définition du besoin,
- la rédaction du Dossier de Consultation des Entreprises en vue de la consultation d'entreprises spécialisées à la fois dans les domaines de l'informatique et des réseaux d'Eaux Usées et d'Adduction en Eau Potable.
- l'accompagnement durant le paramétrage et la première année de mise en route de l'outil.

Cette mission, estimée à 100 000 € H.T., peut bénéficier des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse qu'il convient de solliciter.

Une demande de subvention complémentaire sera formulée ultérieurement pour le financement de l'outil, le coût de celui-ci devant être précisé par l'assistant à maître d'ouvrage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement d'une consultation pour l'attribution d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'un outil de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable et d'assainissement,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement,
- solliciter de tout organisme intéressé et en premier lieu de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse les meilleurs aides financières pour la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de procédure, à souscrire le marché tel que défini ci-dessus, en application de l'article L 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à signer l'ensemble des pièces constitutives, à l'issue du choix et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris sa résiliation éventuelle.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 « LA CIRCULADE » - AVENANT N°1 AU MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N°3.42G DES INFRASTRUCTURES DU SECTEUR E : E. GRANIER / TERMINUS PÉROLS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier et de l'extension ouest de la ligne 1.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°9071 du 24 septembre 2009, le Conseil de Communauté a autorisé TaM à signer le marché n°3.425 des infrastructures du secteur E avec le groupement d'entreprises EIFFAGE TP / EHTP / GUINTOLI, mandataire EIFFAGE TP de Vitrolles (13) pour un montant estimé sur la base du cadre du détail quantitatif estimatif de 24 399 576,66 € H.T. (valeur mai 2009)

Par délibération n°9669 du 20 juillet 2010, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché complémentaire n°3.42G avec le groupement d'entreprises pour la réalisation de travaux supplémentaires non prévus au marché initial.

Ce marché, passé sans mise en concurrence et sans publicité pour un montant de 2 809 015,54 € H.T. (valeur mai 2009), a pour objet la réalisation d'ouvrages similaires à ceux confiés au titulaire du marché des infrastructures du secteur E. Il comprend les travaux suivant :

- réalisation d'un parking au niveau de la station « Parc des Expositions »,
- modification du carrefour des Levades,
- réaménagement de l'avenue de la Foire,
- modification de la station « Boirargues »,
- arbres supplémentaires le long de la station « Parc des Expositions »,
- travaux supplémentaires de réseaux humides.

Ce marché a été conclu pour une durée de 14 mois à compter de la date de notification du marché.

Le projet d'avenant n°1 a pour objet de prendre en compte les travaux supplémentaires, les modifications de programme et les mesures d'économies suivantes :

- le rehaussement du mur de soutènement entre le parking tramway de la station Parc des Expositions et le parking existant pour un montant de 33 578,55 € H.T.,
- les demandes supplémentaires concernant l'aménagement de l'avenue de la Foire à Pérols pour un montant de 19 931,97 € H.T.,
- l'ajustement des quantités du marché en fonction des métrés et notamment la prise en compte de séparateurs provisoires supplémentaires pour un montant de 48 985,52 € H.T.,
- l'optimisation des terrassements et des chaussées du parking tramway au niveau des Parc des Expositions générant une économie de 57 749,27 € H.T.

Le montant de l'avenant s'élève ainsi à 44 746,77 € H.T. (valeur mai 2009) portant le montant total du marché à 2 853 762,31 € H.T. (valeur mai 2009), soit une augmentation d'environ 1,6 %.

Cet avenant ne remet pas en cause l'économie générale du marché.

Le montant total de l'opération de la 3^{ème} ligne de tramway reste inchangé.

La Commission d'Appel d'Offres du 27 janvier 2015 a donné un avis favorable à la passation de cet avenant n°1 au marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché complémentaire 3.42G des infrastructures du secteur E avec le groupement d'entreprises EIFFAGE TP / EHTP / GUINTOLI, mandataire EIFFAGE TP de Vitrolles (13),
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer cet avenant qui porte le montant total du marché à 2 853 762,31 € H.T. (valeur mai 2009),
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 « LA CIRCULADE » - AVENANT N°2 ET PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ N°3.425 DES INFRASTRUCTURES DU SECTEUR E : E. GRANIER / TERMINUS PÉROLS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier et d'extension ouest de la ligne 1.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°9071 du 24 septembre 2009, le Conseil de Communauté a autorisé TaM à signer le marché n°3.425 avec le groupement d'entreprises EIFFAGE TP / EHTP / GUINTOLI, mandataire EIFFAGE TP de Vitrolles (13) portant sur les travaux d'infrastructures du secteur E de l'opération de 3^{ème} ligne de tramway compris entre la place Ernest Granier et le terminus de Pérols, pour un montant de 24 399 576,66 € H.T. (valeur mai 2009). Ce marché a été conclu pour une durée de 27 mois à compter de la date de notification du marché.

Par délibération n°9668 du 20 juillet 2010, le Conseil de Communauté a approuvé un avenant n°1 portant le montant total du marché à 24 374 618,5 € H.T. (valeur mai 2009) et prévoyant un complément de rémunération de 200 000 € (non soumis à TVA) en cas de respect des nouveaux délais d'exécution.

Le projet d'avenant n°2 a pour objet de prendre en compte les travaux supplémentaires et les modifications de programme (contractualisation de deux décisions de poursuivre et ajustement du décompte général et définitif), ainsi que la réclamation du titulaire.

Le montant de l'avenant s'élève à 3 789 396,05 € HT. (valeur mai 2009), portant le montant total du marché à 28 164 014,55 € H.T. (valeur mai 2009), soit une augmentation d'environ 15,4 % par rapport au marché initial.

Le projet d'avenant n°2 vaut également protocole transactionnel car il fixe les conditions de règlement suite à la réclamation du titulaire portant sur les impacts financiers liés aux items suivants :

- installations de chantier : coût des mesures d'accélération,
- nouvelles conditions d'exploitation de la RD66,
- adaptations de projet,
- protection collectives de chantier non rémunérées,
- révision de prix des surcoûts,
- frais financiers des surcoûts,
- frais de constitution du mémoire de réclamation.

Les prétentions du titulaire pour l'ensemble de ces items s'élevaient à 4 115 069,93 € H.T.

Les parties se sont rapprochées afin de trouver un accord amiable global et sont convenues du versement d'une indemnité globale définitive et forfaitaire pour solde de tout compte d'un montant de 782 223 € exonéré de TVA (valeur actuelle).

La Commission d'Appel d'Offres du 27 janvier 2015 a donné un avis favorable à la passation de cet avenant n°2 au marché ainsi qu'aux dispositions transactionnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 et la transaction au marché n°3.425 des infrastructures du secteur E : E. Granier / Terminus Pérols,
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer cet avenant qui porte le montant total du marché à 28 164 014,55 € H.T. (valeur mai 2009) assorti de la transaction avec le groupement d'entreprises EIFFAGE TP / EHTP / GUINTOLI pour un montant de 782 223 € (valeur actuelle, non soumis à TVA),
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - MARCHÉ N°8.641 DE SIGNALISATION FERROVIAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

-Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle du projet permettant le Bouclage de la Ligne 4 de tramway entre la Place Edouard Adam et la Place Albert 1^{er} à Montpellier.

-Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, les missions complètes d'études et de réalisation de cette opération.

-Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré ce projet d'utilité publique.

Le présent marché porte sur des travaux de signalisation ferroviaire du bouclage de la ligne 4, des Centres de maintenance des Hirondelles (CEMH) et de Jeune Parque et des zones Corum et Moularès.

TaM, dans le cadre de son mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée, a lancé une procédure négociée conformément aux articles 144-I-1°, 165 et 166 du Code des marchés publics.

L'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 13 juin 2014.

Le marché comprend les études d'exécution, le développement, les fournitures, les tests en usine, la livraison, l'installation, les essais sur site, la mise en service, la formation des agents d'exploitation et de maintenance et la documentation technique des équipements de signalisation ferroviaire.

Le marché, à prix global et forfaitaire, est lancé pour une durée de 24 mois à compter de sa date de notification.

Après analyse des candidatures, les trois candidats ont été retenus au regard de leurs références et compétences, et ont remis une offre dans les délais.

Après analyse des offres reçues, une première phase de négociation a été engagée le 7 octobre 2014 à l'issue de laquelle un nouveau dossier de consultation a été transmis aux candidats.

Une seconde phase de négociation a ensuite été engagée le 24 novembre 2014 afin de s'assurer de la compréhension totale du dossier par les candidats et clarifier les propositions financières. Un nouveau dossier de consultation a été transmis aux candidats.

Le représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 16 décembre 2014, a procédé à l'ouverture des offres finales.

Après analyse, la Commission d'Appel d'Offres du 27 janvier 2015 a décidé de retenir l'offre de l'entreprise VOSSLOH COGIFER de Reichshoffen (67) avec sa variante pour un montant de 1 542 799 euros H.T. qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.641 de signalisation ferroviaire pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway,
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer le marché n°8.641 avec l'entreprise VOSSLOH COGIFER de Reichshoffen (67) pour un montant de 1 542 799 euros H.T. euros H.T.,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché dans le cadre du mandat de TaM, sont inscrits au budget annexe des transports de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉS N°2742GD11 POUR LE TRI ET LA VALORISATION DES ENCOMBRANTS - AVENANTS N°1 AU LOT N°1 (SMN) ET AVENANT N°2 AU LOT N°2 (ONYX LR/ACTISOL) - AUTORISATION DE SIGNATURE
M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n°12711 du 18 décembre 2014, le Conseil a autorisé le lancement de l'appel d'offres pour le tri et la valorisation des encombrants issus des collecte en porte en porte et des déchets de bois issus des bennes à bois des points Propreté DEMETER du territoire de la Métropole.

Les marchés n°2742 lot n°1 et lot n°2 conclus en 2012 respectivement avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN) et ONYX LR/Actisol arriveront à échéance au 31 mars 2015 après avoir été reconduits deux années consécutives.

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié le 6 janvier 2015 pour initier une nouvelle consultation d'entreprises ; la remise des offres est fixée au 16 février 2015. Compte tenu des délais de procédure, la notification de ce nouveau marché prendra effet au-delà du 31 mars 2015.

Afin d'assurer la continuité du service, il convient de prolonger par avenant les marchés en cours pour une durée de deux mois.

Les prestations seront rémunérées par application des prix des Bordereaux des Prix Unitaires, à la tonne réceptionnée et traitée, pour chacun des deux lots.

Le montant global initial des marchés a été évalué à 1 985 100 € H.T. pour le lot n°1 et 1 987 200 € HT. pour le lot n°2.

Le montant prévisionnel des avenants s'élève à 120 000 € H.T. pour le lot n°1 et 180 000 € H.T. pour le lot n°2, représentant respectivement 6,05% et 9,06% des montant globaux initiaux des marchés.

Ces projets d'avenants seront soumis pour avis préalable de la Commission d'Appel d'Offres du 27 janvier 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets d'avenants n°1 au lot n°1 et n°2 au lot n°2 du marché n°2742GD11, tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Métropole de Montpellier, au chapitre 937,
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3362GD13 POUR LA RÉALISATION DU CASIER N°2 DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX - AVENANTS N°3 AU LOT N°1 (BUESA) ET N°2 AU LOT N°2 (SADE/POLEN) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibérations n°11590 et n°11591 du 23 mai 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le coût prévisionnel des travaux d'aménagement du casier n°2 de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux, pour un montant de 8 570 000 € H.T., valeur avril 2013 et a autorisé le lancement de la consultation d'entreprises correspondante selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics .

Par une nouvelle délibération n°11964 du 29 octobre 2013, le Conseil de Communauté a autorisé la signature avec la société BUESA Frères, sise rue René Gomez – ZI – 34500 Béziers, pour un montant de 2 982 654,75 € HT. établi sur la base du détail quantitatif et estimatif, du marché n°3362 lot n°1 – terrassements généraux, VRD – initialement estimé à 4 997 000,00 € H.T.,

Les travaux de terrassement du lot n°1 ont débuté comme prévu dès la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations le 9 décembre 2013. Par délibérations n°12189 du 6 février 2014 et n°12276 du 19 mai 2014, le Conseil a autorisé la signature de deux avenants portant le montant prévisionnel du marché n°3362 lot n°1 à 3 855 362,05 € H.T.

Concernant le lot n°2 – étanchéité – suite à la déclaration sans suite par la commission d'appel d'offres de la première procédure pour motif d'intérêt général, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché, réévalué à 1 860 000 €HT, avec le groupement SADE /POLEN pour un montant prévisionnel de 1 648 867,65 € H.T. Par délibération n°12276 du 19 mai 2014, le Conseil de Communauté a approuvé un avenant n°1 portant le montant prévisionnel de ce marché n°3362 lot n°2 à 1 820 526,95 € H.T.

Les sujétions imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux notamment dues aux événements climatiques exceptionnels du 29 septembre 2014, classés catastrophes naturelles par arrêté préfectoral, ont conduit d'une part à modifier le programme de l'opération en terme de phasage et de mode opératoire, et d'autre part à reprendre des ouvrages ou parties d'ouvrages endommagés par ces intempéries, pour permettre la continuité du service public de traitement des déchets ménagers.

Les avenants n°3 au lot n°1 et n°2 au lot n°2 du marché n°3362 ont pour objet de créer des prix nouveaux pour prendre en compte ces sujétions nouvelles.

Pour le lot n°1, le montant total des prestations nouvelles s'élève à 325 877,5 € H.T. dont 157 000 €H.T. au titre des réparations des dommages liés aux intempéries. L'assurance du titulaire prend toutefois en charge une partie du sinistre à hauteur de 89 500 € H.T. Le montant total restant à la charge du maître d'ouvrage s'élève au final à 236 377,50 € H.T. représentant 7,93 % du montant initial fixé à l'article 2 de l'Acte d'Engagement du marché de travaux.

Par ailleurs, l'avancement des études d'exécution et des travaux permet d'ajuster les quantités prévisionnelles se traduisant par une augmentation de 516 795,84 € H.T. par rapport au montant prévisionnel antérieurement approuvé de 3 855 362,05 € H.T. Le Détail Quantitatif et Estimatif est modifié en conséquence pour un montant prévisionnel de 4 608 535,39 € H.T, montant qui reste inférieur à celui estimé initialement par le maître d'œuvre.

Pour ce qui concerne le lot n°2, le montant total des prestations nouvelles, exclusivement dues aux intempéries, s'élève à 440 707,10 € H.T., représentant 26,73 % du montant initial de 1 648 867,65 € H.T. fixé à l'article 2 de l'Acte d'Engagement du marché de travaux.

Complémentairement, il convient de noter que l'avancement des études d'exécution et des travaux permet d'ajuster les quantités prévisionnelles aux quantités réellement exécutées conduisant à une moins value de 54 660,80 € H.T. Le Détail Quantitatif et Estimatif est modifié en conséquence pour un montant prévisionnel de 2 331 444,41 € H.T. Les projets d'avenant n°3 au marché n°3362 – lot n°1 et d'avenant n°2 au marché n°3362 lot n°2 seront soumis pour avis préalable à la commission d'appels d'offres du 27 janvier 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets d'avenants n°3 au lot n°1 et n°2 au lot n°2 du marché de travaux n°3362GD13 pour la réalisation du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non Dangereux ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants n°3 au lot n°1 et n°2 au lot n°2 du marché de travaux n°3362GD13, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - TRAVAUX DE RÉALISATION DU CASIER N°2 DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX - MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N° 3870GD15 AU LOT N°1 (BUESA) DU MARCHÉ 3362GD13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibérations n°11590 et n°11591 du 23 mai 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le coût prévisionnel des travaux d'aménagement du casier n°2 de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries, pour un montant de 8 570 000 € H.T., valeur avril 2013 et a autorisé le lancement de la consultation d'entreprises correspondante selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics .

Par une nouvelle délibération n°11964 du 29 octobre 2013, le Conseil de Communauté a autorisé la signature avec la société BUESA Frères, pour un montant prévisionnel de 2 982 654,75 € H.T., du marché n°3362 lot n°1 – terrassements généraux, VRD – d'un montant prévisionnel estimé initialement à 4 997 000,00 € H.T.

Par délibérations n°12189 du 6 février 2014 et n°12276 du 19 mai 2014, le Conseil a autorisé la signature de deux premiers avenants portant le montant prévisionnel du marché à 3 855 362,05 € H.T. Par délibération de ce jour, le Conseil a autorisé la signature de l'avenant n°3 prenant notamment en compte les conséquences des intempéries du 29 septembre 2014 et portant le montant prévisionnel du marché à 4 608 535,39 € H.T.

Les travaux de terrassement consistaient notamment en des opérations de minage des fronts de taille pour préparation du support de pose des dispositifs d'étanchéité sur les parements verticaux, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et selon les recommandations du BRGM.

Lors de la préparation de la paroi Est du casier, des sujétions géotechniques imprévues mises à jour à la suite des opérations de minage du front de taille nécessitent de traiter de manière spécifique certaines sections pour rectifier les profils du parement et permettre la poursuite de la pose des dispositifs d'étanchéité. Ce traitement du parement consiste en la mise en œuvre d'un coffrage perdu, fixé par des clous ancrés dans la paroi, support du béton projeté de confortement.

La réalisation de ces prestations fait l'objet du présent marché n°3870GD15 complémentaire au marché n°3362GD13 et conclu en application des dispositions de l'article 35.II.5 – alinéa a du Code des marchés publics, sans mise en concurrence, avec le prestataire actuel.

En effet, ces prestations ne peuvent être confiées qu'au titulaire du marché initial, la société BUESA Frères, pour prendre en compte :

- les contraintes techniques de réalisation en cohérence et en complément des ouvrages prévus au marché : confortement du parement, traitement des bermes conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, nécessité de disposer d'un plan de pose adapté à la mise en œuvre du dispositif d'étanchéité DEG ;
- la nécessité de disposer d'un délai de livraison en cohérence avec le planning général du chantier principal et des contraintes d'exploitation de l'ISDND, incompatible avec la mise en place d'une procédure d'appel d'offre ;
- la nécessité de disposer d'un acteur économique unique responsable de l'intégralité du traitement de la paroi Est, réception de support de pose des complexes d'étanchéité mis en place par le Lot 2.

Le délai d'exécution est fixé à trois mois à compter de la date de réception de l'ordre de service correspondant.

Le montant des prestations tel que résultant du détail quantitatif et estimatif est fixé à 116 300,00 € H.T.

Le montant du marché complémentaire n° 3870GD15 représente 3,90 % du montant du marché initial.

Ce marché sera soumis pour avis préalable à la Commission d'Appel d'offres du 27 janvier 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le marché complémentaire n°3870GD15 au lot n°1 du marché de travaux n°3362GD13 pour la réalisation du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché complémentaire n° 3870GD15 au lot n°1 du marché de travaux n°3362GD13, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉ N°3418GD13 POUR L'EXPLOITATION DU CASIER N°2 DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX. AVENANT N°1 AU LOT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n°11807 du 25 juillet 2013, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement de l'appel d'offres et la signature des marchés relatifs à la réalisation de l'ensemble des prestations nécessaires à l'exploitation du casier n°2 de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (I.S.D.N.D.) de Castries et à son suivi environnemental.

Ces prestations sont réparties en deux lots distincts attribués par marchés séparés, sans décomposition en tranche, comme suit :

- Lot n°1 : Exploitation du casier n°2 de l'ISDND.
- Lot n°2 : Exploitation de la station de traitement des lixiviats de l'ISDND.

Chaque marché est conclu pour une durée de soixante mois (soit cinq ans) correspondant à la capacité d'accueil du tonnage annuel maximum de 83 000 tonnes par an, à compter du début des prestations liées à la réception de la première tonne de déchets.

Pour le lot n°1, la commission d'appel d'offres a décidé de retenir, lors de sa séance du 21 janvier 2014, la société SMTVD pour un montant de 9 990 116,46 € H.T. sur la durée globale du marché.

Les intempéries du 29 septembre dernier ont conduit à devoir modifier le programme initial et le planning des travaux du casier n°2 et de l'exploitation de l'installation qui prévoyait l'exploitation de l'alvéole n°1 jusqu'à l'achèvement des travaux d'aménagement de l'alvéole n°2 programmé début octobre 2014. Dans l'attente de l'avancement des travaux et de la mise en service de l'alvéole n°2 retardée du fait des intempéries, les apports de déchets ont été provisoirement limités aux seuls encombrants qui ont dû être déposés de façon transitoire sur le casier n°1.

Simultanément les travaux de l'alvéole n°3 du casier n°2 ont démarré afin de permettre la reprise de l'exploitation du casier n°2 au plus tôt. La mise en service de l'alvéole n°2 qui permettra la reprise de l'exploitation selon le planning initial est envisagée début février 2015.

Les déchets stockés provisoirement sur le casier n°1 devront dès lors être réacheminés vers le casier n°2 pour respecter les prescriptions de l'Arrêté Préfectoral fixant la côte finale du casier n°1 après réalisation de la couverture définitive.

Le présent avenant définit le prix nouveau pour l'exécution de cette prestation de reprise, déplacement et stockage des déchets encombrants stockés de façon transitoire sur le casier n°1.

Le montant total de cette prestation est estimé à 95 040,00 euros H.T. Il représente 0,95 % du montant initial du marché.

Ce projet d'avenant n°1 au marché n° 3418 GD 13 sera soumis pour avis préalable à la Commission d'Appel d'offres du 27 janvier 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le projet d'avenant n°1 au lot n°1 du marché n°3418GD13 pour l'exploitation du casier de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 au lot n°1 du marché n°3418GD13, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre et une abstention).

Ont voté contre : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Joël RAYMOND.

S'est abstenue : Mme Claire JABADO.

AFFAIRE N°52 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉ N°1586GD07 DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA CONCEPTION ET LA RÉALISATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DES DÉCHETS NON DANGEREUX - AVENANT N°5 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibération du 27 juin 2007, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature du marché de maîtrise d'œuvre n°1586 GD07 pour l'étude et la réalisation de la nouvelle installation de stockage de déchets non dangereux de Castries, pour un montant de forfait provisoire de rémunération de 364 450 € H.T.

Dans le cadre de ce marché, l'entreprise s'est vue confier la mission de maîtrise d'œuvre conformément à la loi n°85-704 du 12 juillet 195 et au décret n°93-1268 du 29 novembre 1993, qui comprend les éléments de mission suivants : AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR, OPC de la première phase des travaux d'aménagement du site décomposée en 4 lots :

- Lot n°1 : terrassements généraux, étanchéité, VRD et aménagements paysagers initiaux, faisant l'objet d'une tranche ferme et deux tranches conditionnelles,
- Lot n°2 : traitement des lixiviats, faisant l'objet d'une tranche unique,
- Lot n°3 : réalisation des locaux sociaux, du poste d'accueil et de pesée, faisant l'objet d'une tranche unique,
- Lot n°4 : collecte et traitement du biogaz, faisant l'objet d'une tranche ferme et de deux tranches conditionnelles.

Par délibération du 2 octobre 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le coût prévisionnel des travaux de 14 500 000 € H.T. (valeur septembre 2007) sur lequel s'engageait le maître d'œuvre, ainsi que le forfait définitif de sa rémunération fixé en conséquence par avenant n°1 à 361 050 € H.T.

Par délibération du 27 novembre 2008, le conseil de communauté a approuvé la signature d'un avenant n°2 ayant pour objet l'analyse critique d'une solution constructive de réalisation de la butée de pied alternative au procédé de soutènement en gabions initialement envisagé. La rémunération pour cette prestation supplémentaire a été fixée à 13 000 € H.T.

L'avenant n°3, approuvé par délibération n°9243 du 26 novembre 2009, a concerné la réalisation de missions complémentaires ACT, VISA, DET, OPC et AOR liées au lancement de nouveaux marchés de construction et d'exploitation de la station pérenne de traitement des lixiviats se substituant à la station pilote initialement mise en oeuvre. Le montant total de cette mission complémentaire s'élève à 24 125 € H.T.

Enfin, l'avenant n°4 a eu pour objet d'acter le changement de la dénomination de la société Ginger Environnement et Infrastructures qui est devenue Grontmij Environnement et Infrastructures le 17 avril 2013. Cet avenant a également eu pour objet la transmission universelle du patrimoine de Grontmij Environnement et Infrastructures vers sa société mère, la société Grontmij SA, avec effet au 30 novembre 2013.

Le montant du marché après passation des avenants n°1 à 4 s'élève à 398 175 € H.T.

Durant l'année 2013, la Communauté d'Agglomération a sollicité auprès de Monsieur le Préfet la prolongation de la durée d'exploitation du casier n°1 correspondant à l'utilisation de la capacité de stockage résiduelle disponible. Suite à l'avis favorable du CODERST lors de sa séance du 27 juin 2013, Monsieur le Préfet a autorisé, par arrêté n°2013-I-1335 du 8 juillet, la prolongation de la durée d'exploitation du casier n°1 jusqu'au 1^{er} mai 2014.

Complémentairement, la Communauté d'Agglomération a été autorisée par arrêté préfectoral n°2013-I-2234B du 25 novembre 2013 à aménager et à exploiter un casier n°2 adossé au casier n°1, ce qui a entraîné une modification du programme de l'opération casier n°1 pour ce qui concerne la couverture et le réseau de captage du biogaz.

La prolongation de durée d'exploitation du casier n°1 ainsi que cette modification du programme de l'opération ont eu pour conséquence de modifier le planning de réalisation des travaux.

Il convient donc de prolonger par le présent avenant n°5, la durée du marché de maîtrise d'œuvre jusqu'à la période de garantie des ouvrages soit jusqu'au 31 août 2016. Cette prolongation conduit à une augmentation des missions DET, OPC et AOR des lots n°1 et n°4 qui correspond à 30 jours d'ingénieurs soit 31 150,00 € HT.

Le montant de cette mission complémentaire de maîtrise d'œuvre s'élève donc à 31 150,00 € H.T. soit 863 % du montant du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. Les avenants 2 à 5 représentent une augmentation totale de 18,91 % du forfait définitif de rémunération fixé par l'avenant n°1 au terme de la phase études.

Le nouveau montant du marché comprenant l'avenant n°5 s'établit ainsi à 429 325,00 € H.T.

La commission d'appel d'offres du 27 janvier 2015 sera saisie pour avis préalable à la passation de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°5 au marché de maîtrise d'œuvre n°1586GD07 avec la société GRONTMIJ EI pour la conception et le suivi de la réalisation des travaux de l'installation de stockage de déchets ménagers non dangereux ;
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution du marché sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°5 au marché n°1586GD07 avec la société GRONTMIJ EI, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°53: HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - DESIGNATIONS

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération Conseil de Métropole en date du 12 janvier 2015, les commissions de travail chargées d'étudier les affaires soumises à délibération du Conseil ont été portées au nombre de 20.

Par cette délibération, cinq nouvelles commissions ont été créées et la dénomination ainsi que le champ de compétences de neuf commissions déjà existantes ont été modifiés.

Ces commissions sont les suivantes :

- Finances ;
- Administration générale, contentieux et affaires juridiques ;
- Ressources Humaines ;
- Culture ;
- Sports et traditions sportives ;
- Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche ;
- Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques ;
- Service public de l'eau et de l'assainissement ;
- Transports et mobilité ;
- Voirie, espace public ;
- Agro-écologie et alimentation ;
- Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat ;
- Logement ;
- Développement et aménagement durable du territoire et de l'espace public, habitat ;

- Cohésion sociale, politique de la ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage ;
- Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie ;
- Participation citoyenne, performance et évaluation des politiques publiques ;
- Energie et transition énergétique ;
- Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- Valorisation et protection animales.

Les commissions sont composées des conseillers qui souhaitent en faire partie et en ont émis le vœu auprès du Président de la Métropole.

Elles sont également ouvertes aux adjoints au Maire ou aux conseillers municipaux qui, sans avoir la qualité de conseiller métropolitain, sont titulaires d'une délégation en rapport avec l'objet des commissions. Ces élus sont désignés par le Maire de la commune. Cette décision est notifiée à la Métropole.

A cette fin, un courrier signé de Monsieur le Président a été adressé par mail à l'ensemble des élus et des maires. A ce courrier, été notamment annexé un tableau récapitulant l'ensemble des 20 commissions à retourner renseigné à la Direction des Affaires Juridiques, **avant le mercredi 28 janvier 2015.**

Au regard des demandes d'inscription des conseillers métropolitains et de désignations de représentants des communes par les maires, il convient d'acter la participation de ces membres au sein des différentes commissions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que cette délibération remplace la délibération n°12607 prise en séance du Conseil du 30 octobre 2014 ;
- approuver la nouvelle composition des 20 commissions en fonctions des vœux des conseillers métropolitains titulaires et suppléants et des demandes des maires des communes membres ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - NOUVELLE DÉLÉGATION DU CONSEIL AU PRÉSIDENT

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1°Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2°De l'approbation du compte administratif ;
- 3°Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4°Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5°De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6°De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7°Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Par délibération n° 12201 en date du 22 avril 2014, le Conseil de Communauté avait délégué au Président, la prise de décisions dans un certain nombre de domaines. Cependant compte tenu de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole acté par le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole devient compétente pour exercer le droit de préemption urbain en lieu et place des communes sur l'ensemble de son territoire. Il convient donc d'autoriser le Président à prendre des décisions pour déléguer, ce droit de préemption urbain aux communes membres, afin que ces dernières puissent préempter des biens à la vente pour réaliser des projets communaux. En conséquence il est proposé de rajouter un alinéa au paragraphe 2 « Urbanisme » de la délibération n° 12201 du 22 avril 2014.

L'ensemble des autres délégations permanentes autorisées par la délibération susmentionnée demeure inchangées.

Il est donc proposer de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

1.5 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ;

1.6 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

1.7 autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

1.8 approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

1.9 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

1.10 fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Métropole, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Métropole qui n'ont pas un caractère fiscal ;

1.11 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises.

2. Urbanisme

2.1 exercer, au nom de la Métropole, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme que la Métropole en soit titulaire, directement ou par substitution ou délégataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur ;

2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation ;

2.3 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.4 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine,
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Le contrat d'emprunt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par le contrat d'emprunt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer et modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

3.4 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation.

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de **fournitures courantes et de services** qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de **travaux** passés en procédure adaptée d'un montant strictement inférieur à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.2 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de **fournitures courantes et de services** relevant du **1er alinéa de l'article 3** du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de **travaux**, relevant du **1er alinéa de l'article 3** du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur à 1 500 000€ HT, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.3 prendre toute décision concernant la **résiliation** des marchés publics et accords-cadres conclus par Montpellier Méditerranée Métropole, ne relevant pas des deux alinéas 4.1 et 4.2 de la présente délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président ;

4.4 prendre toute décision autorisant dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, la signature des **décisions de poursuivre** dans la limite de 10% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de 5% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte ;

4.5 approuver et conclure tous les **avenants** aux marchés et accords-cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché ;

4.6 approuver et conclure tous les **avenants** aux marchés et accords-cadres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.7 prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir **avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics**, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;

4.8 préparer, passer, exécuter et régler tous les marchés publics relevant de **l'urgence impérieuse** telle que définie dans le Code des marchés publics, quelques soient leurs montants, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.9 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des **protocoles transactionnels de fournitures courantes et services** qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice

- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels relatifs à des marchés de **travaux** passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 26 et 146 du Code des marchés publics, d'un montant strictement inférieur à 1 500 000 € H.T, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.10 fixer le montant des **indemnités et/ou primes** à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence pour la conclusion des marchés et accords cadres de **fournitures courantes et de services** qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.11 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence pour la conclusion des marchés des marchés et accords cadres de **travaux** passés en procédure adaptée d'un montant strictement inférieur à 1 500 000 € H.T, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail.

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.

Par ailleurs, la délégation temporaire accordée au Président par la délibération n° 12606 du 30 octobre 2014, relative à la prise des actes ne relevant pas des dispositions mentionnées aux articles 4.1 à 4.11 de la présente délibération, relatifs à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux et de fournitures courantes et services, participant à la remise en état du stade de la Mosson-Mondial 98, suite aux événements climatiques exceptionnels du 29 septembre et 6 octobre 2014, reste applicable jusqu'à la remise en service complète du stade.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l'élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n° 12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations permanentes accordées par le Conseil au Président telle que définie ci-dessus,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés,
- dire que la délibération n° 12606 du 30 octobre 2014 continue à s'appliquer jusqu'à la remise en service totale du stade de la Mosson-Mondial 98, suite aux désordres ayant affectés cet équipement lors des événements climatiques susvisés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°55 : HORS COMMISSION – INSTITUT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION DE L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY (ITIC) - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Il convient de procéder à la désignation d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration de l'Institut des Technologies de l'information et de la communication de l'Université Paul Valéry, Montpellier 3.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de Métropole décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Madame Sonia KERANGUEVEN.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales de ne pas procéder à une élection à bulletin secret mais à une désignation à main levée ;
- procéder à la désignation de Madame Sonia kerangueven en qualité de représentante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration de l'Institut des Technologies et de l'Information et de la Communication (ITIC) ;
- autoriser la représentante de la Métropole à siéger au sein du Conseil d'administration d'ITIC et exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur Philippe SAUREL ne prend pas part aux débats, ni au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES - MARCHÉ DE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE - VILLE DE MONTPELLIER - MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CCAS DE MONTPELLIER - ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. EL KANDOSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

Par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole est créée à compter du 1^{er} janvier 2015, suite à la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette transformation entraîne un important transfert de compétences notamment en matière de voirie, d'espaces publics dédiés et de politique de la ville et d'urbanisme. Elle renforce les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, notamment concernant la Ville Centre.

Cette évolution nécessite de développer une réflexion commune en matière de stratégie de communication entre la Ville de Montpellier et la Métropole.

Il est donc souhaitable, dans un souci d'harmonisation et de rationalisation, notamment financière mais aussi de lisibilité et de cohérence des actions de communication de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en place un groupement de commandes pour la passation d'un marché de communication institutionnelle.

Il est également souhaitable de prévoir la participation à ce groupement du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, établissement public communal en charge de l'action sociale, afin notamment de faciliter la complémentarité des actions de communication entre les différentes personnes morales et les politiques publiques portées par chacune d'entre elles à destination de la population montpelliéraine. Le CCAS de Montpellier assure en effet sur le territoire de la ville centre un rôle important d'aide et d'accompagnement social qui interagit avec les actions menées par la municipalité et les politiques qui sont portées et seront développées par Montpellier Méditerranée Métropole notamment en matière de logement, de politique de la ville, d'insertion par l'économique.

Un projet de convention constitutive, jointe à la présente, a été élaboré à cet effet.

Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnatrice du groupement.

A ce titre, elle sera chargée de conduire la procédure de passation du marché.

En outre, c'est sa Commission d'Appel d'Offres qui attribuera le marché sur la base d'une analyse concertée entre les membres du groupement des candidatures et offres présentées par les entreprises.

Après signature et notification du marché par la Métropole, chaque membre du groupement en suivra l'exécution pour la part le concernant.

Ce marché portera sur la communication institutionnelle. Il se composera de deux lots :

Lot 1 : communication de développement.

L'objectif est d'apporter aux territoires des membres du groupement, notamment dans le contexte de Métropolisation, une visibilité et une cohérence susceptibles d'en faire un pôle fort de rayonnement et d'attractivité à la fois au niveau local mais surtout national et international. La communication sur le développement des territoires doit se construire prioritairement à partir d'une vision extensive des six axes stratégiques de la métropole :

- Santé,
- Numérique,
- Transports/mobilité,
- Tourisme,
- Agro-écologie et alimentation,
- Culture, patrimoine et égalité des chances.

La communication axée sur le développement devra prendre en compte les grandes tendances d'évolution de la société : métropolisation, périurbanisation, vieillissement, solidarité, ...

Lot 2 : communication de proximité.

L'objectif est de conserver et de renforcer, dans le cadre des lignes directrices établies par le titulaire du lot 1, un lien fort avec les usagers et les habitants des territoires de la Ville de Montpellier, du CCAS de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

La communication de proximité s'entend comme la communication des services proposés à la population : logement, eau, assainissement, écoles, solidarité, transport de proximité, propreté, sécurité...

Elle intègre également les enjeux de démocratie locale.

Son périmètre sera avant tout local.

Pour chacun des deux lots, la prestation portera sur la définition d'une stratégie de communication à la fois sur le long terme et pour des manifestations et projets dédiés, la rédaction, la conception voire l'animation de tous supports de communication (affiches, médias papiers, vidéo, internet...).

Le marché alloti prendra la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum ni maximum, à l'issue d'une procédure d'appel d'offres restreinte.

Sa durée sera d'un an reconductible trois fois.

Pour les deux lots, les besoins estimés de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole sont chacun estimés à 600 000 euros H.T. annuel soit 2 400 000 euros H.T. sur la durée totale du marché chacun.

Les besoins estimés du CCAS de Montpellier s'élèvent à 35 000 euros HT annuel.

L'estimation globale des besoins du groupement de commandes s'élève donc à 1 235 000 HT annuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- d'approuver le principe d'un groupement de commande avec la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale pour la passation d'un marché de communication institutionnelle ;
- d'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;
- autoriser Monsieur le Président, en application de l'article L 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, avant l'engagement de la procédure de passation, de souscrire le marché correspondant aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment le marché de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que tous les actes relatifs à son exécution, y compris le cas échéant son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°57 : HORS COMMISSION – CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES LANGUEDOC ROUSSILLON - ASSOCIATION FISE - RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de l'article L. 243-5 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc-Roussillon concernant la gestion de l'association FISE doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 05 février 2015 et être joint à la convocation adressée à chacun de ses membres. Il donne lieu à un débat en séance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du débat relatif au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc Roussillon sur l'examen de la gestion de l'association FISE ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°58 : HORS COMMISSION – MARCHÉ N°3532DC13 - MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BÂTIMENTS CULTURELS DU SECTEUR 3 : MUSÉES ET ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE - AVENANT N°1 AUX LOTS N°1 ET 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12334 du 19 juin 2014, le Conseil a autorisé la signature du marché n°3532DC13 de maintenance multitechnique des bâtiments culturels du secteur 3 : musées et enseignement artistique avec les entreprises suivantes :

- lot n°1 : Maintenance des installations de plomberie : entreprise CHICHE PLOMBERIE ;
- lot n°2 : Maintenance des installations électriques – Courants forts : entreprise SERVICE MAINTENANCE ENERGIE (SME).

Les marchés susmentionnés ont été conclus à prix mixtes, avec une part à bons de commande pour les prestations exceptionnelles sans minimum, ni maximum.

Le périmètre d'intervention des prestations a été fixé au secteur 3 : musées et enseignement artistique, sans mention du musée Fabre qui relève d'un marché spécifique.

Or, compte tenu de l'importance et la complexité de cet équipement culturel majeur, et afin d'être en capacité d'assurer, de manière exceptionnelle, la continuité du service public en cas de défaillance du titulaire du marché spécifique du musée Fabre, et garantir ainsi son ouverture au public, il est proposé d'élargir le périmètre du marché n°3532DC13 à l'ensemble des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole relevant du secteur 3 (musées et enseignement artistique), y compris donc le musée Fabre.

Cette proposition n'impacte pas le montant des marchés dans la mesure où les prestations supplémentaires qui seront exceptionnellement commandées feront l'objet de bons de commande sur la base des bordereaux des prix unitaires contractuels, qui ne font l'objet ni d'un montant minimum, ni d'un montant maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°3532DC13 de Maintenance multitechnique des bâtiments culturels du secteur 3 : Musées et Enseignement Artistique, lots n°1 et 2, avec les sociétés respectivement CHICHE PLOMBERIE et S.M.E.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole , chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°1 susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : HORS COMMISSION – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CRÉATION DE SERVICES COMMUNS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé leur direction générale des services dans le cadre d'une convention de service commun.

Elles souhaitent aujourd'hui approfondir leur mutualisation au travers d'une direction de cabinet et d'une direction de la communication communes.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ces services communs seront mis en place à partir du 1^{er} mars 2015 pour la direction de cabinet et à partir du 1^{er} juin 2015 pour la direction de la communication. La mutualisation concerne les seuls postes de directeurs.

Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans deux conventions distinctes, pour la direction de cabinet et pour la direction de la communication.

Les services communs de direction de cabinet et de direction de la communication seront gérés par la Métropole et placés, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Le Comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole sera saisi, le 3 février 2015, pour avis sur ces conventions de service commun et les fiches d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

La Ville de Montpellier saisira également son Comité technique, le 13 février 2015, et son assemblée délibérante, le 19 février 2015, aux fins de signer ladite convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'un service commun de direction de cabinet,
- approuver la création d'un service commun de direction de la communication,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget 2015,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.